



**HAL**  
open science

## Le concept de féodalisme : genèse, évolution et signification actuelle

Alain Guerreau

► **To cite this version:**

Alain Guerreau. Le concept de féodalisme : genèse, évolution et signification actuelle. 1997. halshs-01152307

**HAL Id: halshs-01152307**

**<https://shs.hal.science/halshs-01152307>**

Preprint submitted on 18 May 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

texte français original paru en traduction espagnole :

Alain GUERREAU, « El concepto de feudalismo : génesis, evolución y significación actual », in Carlos ESTEPA, Domingo PLACIDO & Juan TRIAS (éds), *Transiciones en la antigüedad y feudalismo*, Madrid, 1998, pp. 91-116.

# Le concept de féodalisme : genèse, évolution et signification actuelle

Même si la conjoncture intellectuelle change, plus ou moins rapidement, l'histoire de l'Europe médiévale demeure surplombée par la question du féodalisme, qui gêne d'autant plus qu'on préférerait qu'elle ne se fût jamais posée. Mais voilà : cette question n'est rien moins que le fondement même de l'histoire médiévale, car l'histoire dont nous parlons n'est qu'un ensemble de représentations et la notion d'*Europe médiévale* n'existe que pour autant que cette question-là a un sens. Et l'on peut dire sans emphase ni exagération qu'une large partie des difficultés auxquelles se heurtent les médiévistes tient précisément à l'ignorance et aux illusions dramatiques relatives à cet acte de fondation.

Dans l'ensemble des sciences sociales, chacun sait qu'il existe une relation étroite entre toute question posée et la société dans laquelle cette question est posée, hic et nunc. Cela est assez clair par exemple en sociologie : tous les étudiants sont au courant du problème. L'historien au contraire succombe, le plus souvent sans s'en apercevoir, à un redoutable piège à double détente ; car l'éloignement de l'objet de recherche semble créer eo ipso un recul profitable, ce qui est pour l'essentiel inexact ; mais surtout, on remarque très confusément, ou le plus souvent pas du tout, que les questions dont on traite ont elles-mêmes surgi dans un environnement socio-historique donné, qui a pu les façonner de manière décisive. Et l'éloignement progressif de cet instant initial fait rapidement sombrer dans une totale obscurité les conditions qui ont déterminé l'articulation même de la question, d'où découle en grande partie l'organisation des réponses.

L'idée globale d'Europe médiévale a été conçue au XVIII<sup>e</sup> siècle, au cœur d'une polémique liée à un enjeu social décisif, et elle a pris forme dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous tenterons donc d'éclaircir d'abord ce point : tout le reste en dépend. Nous évoquerons ensuite certains aspects marquants de l'évolution du XIX<sup>e</sup> siècle. Nous tenterons, pour finir, de mettre en lumière l'intérêt de questions posées par certains auteurs à partir des années 50 (et les apories qu'on rencontre souvent chez les mêmes auteurs) et de suggérer les éléments principaux qui font, ou peuvent faire, de la notion de féodalisme le cadre d'un programme de travail sans équivalent<sup>1</sup>.

## I LA DOUBLE FRACTURE CONCEPTUELLE DU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE

Le XVIII<sup>e</sup> siècle fut le moment de ce que j'ai proposé de dénommer la *double fracture conceptuelle*<sup>2</sup>. A cet instant, la combinaison congruente du bouleversement social et de l'affrontement idéologique aboutit à faire exploser deux formes générales de représentation très étroitement liées au système féodal, et vitales pour son fonctionnement : le *dominium* et l'*ecclesia*. Que doit-on entendre sous ces deux termes ?

### Le *dominium*

J'appelle *dominium*<sup>3</sup> une relation sociale entre dominants et dominés dans laquelle les dominants exerçaient *simultanément* un pouvoir sur les hommes et un pouvoir sur les terres,

<sup>1</sup>La présente réflexion doit beaucoup aux travaux de Ludolf Kuchenbuch, notamment : Ludolf KUCHENBUCH & Bernd MICHAEL (éds), *Feudalismus. Materialien zur Theorie und Geschichte*, Frankfurt am Main, 1977. L. K. (éd.), *Feudalismus-theorien*, cours non publié de l'Université de Hagen, 1991. Je remercie vivement Pierre Jeannin pour une lecture très critique d'une première version de ce texte.

<sup>2</sup>A. GUERREAU, « Fief, féodalité, féodalisme. Enjeux sociaux et réflexion historique », *Annales E.S.C.*, 45-1990, pp. 137-166.

<sup>3</sup>A. GUERREAU, *Le féodalisme, un horizon théorique*, Paris, 1980, pp. 179-184.

l'organisation des groupes dominants étant conçue de telle sorte que ces deux aspects ne puissent être dissociés, non pas seulement globalement, mais aussi et surtout à une échelle locale (ceci est un point crucial) : l'exercice de l'autorité sociale concrète (maintien de l'ordre interne et externe, contrôle de toutes les activités de portée générale) était aux mains de ceux qui disposaient pour l'essentiel du contrôle de la terre et s'adjudiciaient une part des produits du travail de ceux qui la cultivaient. Précisons cette définition par quatre remarques. 1. une telle définition englobe entièrement la notion de servage, mais la dépasse infiniment. Un rapport de *dominium* pouvait exister dans une société d'où le servage était entièrement absent (même si le servage représenta une forme *exacerbée* de *dominium*) ; 2. La consubstantialité fondamentale de la domination sur les hommes **et** sur les terres ne signifie pas qu'il existât systématiquement un rapport unique au plan individuel : ce cas pouvait se présenter, mais il arrivait aussi, très fréquemment, qu'un dominant disposât, localement, de pouvoirs précis sur certains hommes et de taxes, services et redevances liés en principe à des terres cultivées par d'autres ; la variété des « statuts » fut, à certains égards, un des moyens du bon fonctionnement du système ; 3. la prééminence du *dominium* n'excluait nullement que des individus disposent<sup>4</sup> de quelques terres sans faire partie des groupes dominants, mais cela dans la limite d'une surface relativement modeste ; inversement, il pouvait arriver que les groupes dominants s'agrègent d'une manière ou d'une autre des individus ne disposant pas de terres ; mais il ne pouvait s'agir que d'effectifs restreints et surtout d'une situation tout à fait limitée et en général provisoire ; 4. dès lors que la consubstantialité de ces deux rapports s'exerçait au plan local, la clé du bon fonctionnement de ce système était le lien des hommes au sol, qui conditionnait de facto la stabilité de la société. Ce lien *tendanciel*, qui touchait les dominés au premier chef, touchait en définitive à peu près autant, quoique d'une autre manière, les dominants. De là résultait une série de contraintes structurelles, en partie contradictoires, qui constituèrent sans doute un des ressorts essentiels de la dynamique d'ensemble du système.

Le seigneur, *dominus*, exerçait une autorité qui pouvait apparaître sous des formes très diverses, et il percevait une partie des produits à des titres et selon des modalités eux aussi fort divers et variables. Mais les deux (autorité et prélèvement) étaient globalement liés, et un déséquilibre entre ces deux aspects, ou a fortiori une rupture, compromettait ou détruisait l'ordre social. Or, dans les régions les plus avancées d'Europe occidentale, la majeure partie de l'aristocratie *laique* déploya de remarquables efforts, durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, pour se métamorphoser en une classe de propriétaires<sup>5</sup>. Toutes les arguties juridiques concoctées par les jurisconsultes depuis le XVII<sup>e</sup> siècle, relatives à la distinction entre « droits réels » et « droits personnels »<sup>6</sup>, furent bruyamment mises à l'honneur, comme d'ailleurs, en France, la putative distinction entre « droit écrit » et « droit coutumier ». Et l'on s'achemina ainsi à grands pas vers l'« abolition des droits féodaux », mise en scène plus ou moins réussie d'un abandon fictif, destinée à couvrir l'acte de magie sociale de conversion des seigneurs en simples propriétaires. Pour que l'opération réussît, il était strictement nécessaire que la notion de *dominium* devînt impensable ; et en effet elle éclata irrémédiablement, rendant dès lors d'une extrême difficulté toute approche réaliste et cohérente de la société médiévale.

<sup>4</sup>« disposent » : ici se situe un problème central, car il s'agissait d'une relation sui generis entièrement différente de celle de « propriété », à la fois parce que cette disposition était soumise à une série de limites et de contrôles des dominants (et non pas d'une instance qui aurait eu quelque autonomie par rapport à cette classe), et parce que les possibilités d'acquérir une terre ou de s'en séparer étaient elles aussi étroitement limitées (et en tout cas s'exerçaient dans un cadre totalement différent de ce que nous appelons les « mécanismes du marché »). Aron GOUREVITCH, « Représentations et attitudes à l'égard de la propriété pendant le haut Moyen Age », *Annales E.S.C.*, 27-1972, pp. 523-547.

<sup>5</sup>Régine ROBIN, « Fief et seigneurie dans le droit et l'idéologie juridique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle », *Annales historiques de la Révolution française*, 43-1971, pp. 554-602 ; « Le champ sémantique de *féodalité* dans les cahiers de doléances généraux de 1789 », *Bulletin du centre d'analyse du discours de l'Université de Lille*, 2-1975, pp. 61-86. Gerd VAN DEN HEUVEL, « Féodalité, féodal », in Rolf REICHARDT (éd.), *Handbuch politisch-sozialer Grundbegriffe in Frankreich, 1680-1820*, fasc. 10, München, 1988, pp. 1-48.

<sup>6</sup>Le dossier textuel a été établi par Donald R. KELLEY, « *De origine feudorum* : the Beginnings of an Historical Problem », *Speculum*, 39-1964, pp. 207-228.

## L'*ecclesia*

La seconde fracture fut celle de la notion d'*ecclesia*. Tous les médiévistes le savent très bien, mais se comportent systématiquement comme s'ils l'ignoraient : l'Église catholique médiévale englobait tous les aspects de la société, exerçait un contrôle étroit de toutes les normes de la vie sociale, et elle était à cet égard en position de quasi-monopole<sup>7</sup>. Dans la pratique des médiévistes, cette unité et cette omniprésence n'apparaissent à peu près jamais. Pour obtenir une vue d'ensemble, il faut additionner soi-même une série de rubriques : histoire religieuse, histoire de la philosophie, histoire de l'art, histoire de la littérature, histoire économique, histoire sociale. Plus intéressant encore : actuellement, les clercs eux-mêmes divisent sourcilieusement leur matière, et déploient des efforts opiniâtres pour maintenir des divisions tranchées entre exégèse, théologie dogmatique, liturgie, droit canon, ecclésiologie, pour le moins. Il est pourtant assez aisé de s'apercevoir que toute interprétation partielle est inévitablement fautive : le clergé (et ses innombrables subdivisions), les bâtiments, les terres et toute la variété des divers revenus, le culte et les sacrements, l'emprise sur les règles de comportement, l'usage d'un point de référence fixe et unique (Bible et saint Augustin), le système d'enseignement et le contrôle de la langue savante, le contrôle du temps et de la chronologie, le système d'assistance, la mainmise sur le système des connaissances et la vision du monde ; chacun de ces éléments (c'est-à-dire l'essentiel de la société médiévale en ce qu'elle était « instituée » d'une certaine manière) ne tirait son sens que de son insertion dans cet ensemble, et toute vision parcellaire déforme la perspective et garantit le contresens.

Or l'éclatement de cet ensemble date pour l'essentiel du XVIII<sup>e</sup> siècle. La Réforme avait introduit des germes d'instabilité en écartant l'autorité romaine dans une partie de l'Europe, mais les Églises protestantes, certes organisées un peu différemment, exercèrent néanmoins, du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle, un contrôle social souvent guère moins féroce que celui de l'Église catholique<sup>8</sup>. Au XVIII<sup>e</sup> siècle se produisit un mouvement massif aux effets fondamentaux : la notion de vérité révélée unique, fixe et définitive, fut contestée et rejetée par une grande partie des groupes dirigeants européens<sup>9</sup>, tandis qu'émergeaient, comme représentation dominante, les notions de libre examen et de conscience individuelle et intérieure<sup>10</sup>.

Ce fut cette représentation, complètement nouvelle, et en contradiction totale avec le système médiéval, qui rendit possible la notion d'adhésion individuelle, de foi comme croyance personnelle volontaire et, en définitive, de religion au sens où nous l'entendons, et où *le Moyen Âge ne pouvait en aucune manière la concevoir*. Une partie des fonctions de l'*ecclesia* médiévale fut confiée à un clergé redéfini comme corps d'agents de l'État, tandis que d'autres aspects étaient rejetés dans la sphère purement privée, que les divers éléments du monopole étaient dissous, l'emprise foncière abolie. Les Églises, telles qu'on les observe en Europe à partir du XIX<sup>e</sup> siècle furent bien, à quelques égards (à quelques égards seulement), les héritières de l'*ecclesia* médiévale, mais la notion même d'héritage implique décès, en dépit des efforts démesurés déployés durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle pour rendre ce décès subreptice et donner a posteriori l'apparence d'une continuité à ce qui fut une rupture radicale.

Les effets de cette double fracture furent considérables et ne sauraient être surestimés. Notons sans attendre qu'elle produisit directement deux notions décisives, parmi les plus usuelles dans la société contemporaine, mais qui impliquent une logique strictement incompatible avec la société médiévale : *propriétaire* (et son corrélat *propriété*) et *religion*. Une chose est certaine : on

<sup>7</sup>A. GUERREAU, *Le féodalisme*, pp. 201-210.

<sup>8</sup>Les Réformes s'accompagnèrent de vastes sécularisations. Mais celles-ci différencèrent fortement de celles du XIX<sup>e</sup> siècle : elles ne furent souvent que partielles, ne touchant que les biens du clergé régulier, supprimé ; surtout, elles s'opèrent au bénéfice des princes et de l'aristocratie, qui exercèrent sur ces terres un *dominium* guère moins bénin que celui des clercs.

<sup>9</sup>Qu'on songe, par exemple, à la manière dont les Jésuites furent chassés de divers pays, puis dissous.

<sup>10</sup>Travaux fondamentaux de Heinz-Dieter KITTSTEINER, *Gewissen und Geschichte. Studien zur Entstehung des moralischen Bewußtseins*, Heidelberg, 1990 ; *Die Entstehung des modernen Gewissens*, Frankfurt am Main - Leipzig, 1991.

ne peut pas employer ces deux termes pour analyser la société médiévale sans commettre nécessairement des contresens fondamentaux.

Les inventions issues de la double fracture : politique, religion, économie

Dès lors que cette double fracture a été globalement identifiée, il faut essayer de mettre en lumière deux caractères complémentaires de ce processus bifide : sa nature d'invention, et son effet de condamnation. Il importe en effet de distinguer soigneusement entre le développement de conditions préalables, voire les premiers efforts de synthèse, et le moment où une nouvelle structure conceptuelle, congruente avec l'état de développement et de tension d'une structure sociale, apparaît en plein jour et se diffuse massivement, parvenant en peu de temps à l'état de conception dominante. A cet égard, s'agissant de cette double fracture, deux textes revêtent une importance de premier plan : le *Contrat social* de Rousseau (1762)<sup>11</sup> et *Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of the Nations* d'Adam Smith (1776)<sup>12</sup>. Le *Contrat social* est l'acte de naissance tant de la *politique* que de la *religion*<sup>13</sup>, au sens où nous les entendons, tandis qu'Adam Smith fondait la notion complémentaire d'*économie* (comme aussi celle de *travail*<sup>14</sup>). On pourrait bien sûr discuter ce choix, et préférer mettre au premier plan d'autres textes de la période 1750-1800 ; mais le résultat serait à peu près le même : les penseurs des Lumières élaborèrent une synthèse intellectuelle cruciale, en remodelant de fond en comble la représentation des fonctions sociales et de leur articulation. Malencontreusement, ils utilisèrent des dénominations préexistantes, auxquelles ils se contentèrent d'attribuer un sens nouveau : bouleversement total de la structure sémantique sans modification sensible du lexique<sup>15</sup>.

Ce que nous avons examiné comme fracture, ou cassure, ne fut que l'aspect négatif de cette entreprise de reformulation intégrale ; il importe de bien cerner ce point, qui permet de saisir pourquoi ces nouvelles notions sont exclusives des précédentes : on peut penser un tout social avec les unes ou avec les autres, mais pas avec les deux à la fois. Les penseurs des Lumières ne raisonnaient pas sur la société industrielle, mais sur une société qui tirait encore l'essentiel de ses produits de l'agriculture. Les grands penseurs de l'Occident médiéval ne raisonnaient pas sur une société fondamentalement différente quant à ses bases matérielles, mais ils en concevaient la logique d'une manière entièrement autre. Contrairement à ce que d'aucuns tentent avec persévérance de faire croire, il n'y a (il ne peut y avoir) aucun point commun entre Thomas d'Aquin et Rousseau. La société contemporaine s'est développée dans une large mesure selon la logique qu'avaient décrite les penseurs préévolutionnaires ; dès lors, la *politique*, le *droit*, la *religion*, l'*économie* sont des notions qui permettent de penser, au moins empiriquement, les sociétés

---

<sup>11</sup>John B. NOONE, *Rousseau's Social Contract : a Conceptual Analysis*, Athens, 1980. Hilail GILDIN, *Rousseau's Social Contract : the Design of the Argument*, Chicago, 1983. Patrick RILEY, *The General Will before Rousseau : the Transformation of the Divine into the Civic*, Princeton, 1986. Guy LAFRANCE (éd.), *Etudes sur le "Contrat Social"*, Ottawa, 1989. Jean-Jacques TATIN-GOURIER, *Le "Contrat Social" en question : échos et interprétations du "Contrat Social" de 1762 à la Révolution*, Lille, 1989.

<sup>12</sup>Jean MATHIOT, *Adam Smith, philosophie et économie : de la sympathie à l'échange*, Paris, 1990. Heinz D. KURZ (éd.), *Adam Smith (1723-1790) : ein Werk und seine Wirkungsgeschichte*, Marburg, 1991. Toujours utile, Hans MEDICK, *Naturzustand und Naturgeschichte der bürgerlichen Gesellschaft : die Ursprünge der bürgerlichen Sozialtheorie als Geschichtsphilosophie und Sozialwissenschaft bei Samuel Pufendorf, John Locke und Adam Smith*, Göttingen, 1973.

<sup>13</sup>Chapitre VIII du livre IV, « De la religion civile », devrait être une lecture de base pour tout médiéviste.

<sup>14</sup>Cette question essentielle de la naissance de la notion de travail contrevient totalement aux représentations du sens commun, qui croit y voir une catégorie éternelle. Travail fondamental de Ludolf KUCHENBUCH & Thomas SOKOLL, *Arbeit im vorindustriellen Europa*, Cours inédit de l'Université de Hagen, 1986. IDEM, « Vom Brauch-Werk zum Tauschwert : Überlegungen zur Arbeit im vorindustriellen Europa », *Leviathan*, 11-1990, pp. 26-50. Dans le colloque publié par Jacqueline HAMESSE & Colette MURAILLE, *Le travail au Moyen Age, une approche interdisciplinaire*, Louvain-la-Neuve, 1990, la majorité des auteurs ignorent le problème, ce qui aboutit à une image non seulement fautive, mais trompeuse.

<sup>15</sup>On se heurte ici - comme dans beaucoup de cas délicats - à l'invraisemblable déficit de la sémantique historique (Horst GECKELER, *Zur Wortfelddiskussion*, München, 1971. Ralf KONERSMANN, *Der Schleier des Timanthes. Perspektiven der historischen Semantik*, Frankfurt am Main, 1994).

contemporaines. Lorsqu'on utilise ces termes à propos des VIII<sup>e</sup> ou XIII<sup>e</sup> siècles, on disloque a priori l'objet étudié et l'on s'enferme dans une aporie indépassable<sup>16</sup>.

### Le Moyen Age en gestation : l'image inversée des "Lumières"

Il est vrai que les historiens ont quelques excuses à faire valoir, puisque ce fut le XVIII<sup>e</sup> siècle lui-même qui entreprit sur le champ de se livrer à cette relecture insensée. Adam Smith caractérisait la période féodale comme moment d'anarchie et de stagnation, les coutumes féodales étant définies comme un obstacle au « natural course of things »<sup>17</sup>, représenté par le laissez-faire libéral. Rousseau dénonçait la tyrannie et l'arbitraire, et ce furent bien les philosophes du XVIII<sup>e</sup> siècle qui créèrent la notion d'obscurantisme<sup>18</sup> (Robertson et Gibbon ne furent pas en reste<sup>19</sup>). Les Lumières se définirent en s'opposant : ce qui les avait précédées n'était qu'arbitraire en politique, fanatisme en religion, marasme en économie. Les Lumières étaient une idéologie de combat, liée à un antagonisme social tendu : rien que de logique dans tout cela. Dans cette bataille, l'Enlightenment réussit à déconsidérer et à délégitimer un modèle d'organisation sociale qui apparut dès lors comme ridicule, inefficace, odieux. Une véritable image-repoussoir, les Lumières face aux ténèbres antérieures. Dans le feu de l'action, il était naturel de ne pas être très délicat quant aux moyens ; ce qui est beaucoup plus étrange, et beaucoup moins pardonnable, ce fut le permanent aveuglement des historiens qui, depuis deux siècles, n'ont pas su mettre au jour le procédé, ni a fortiori réfléchir aux moyens de s'équiper d'un stock conceptuel approprié au décryptage de la logique interne de fonctionnement et de transformation de la société européenne antérieure au XVIII<sup>e</sup> siècle.

On ne doit pas oublier cependant que le corrélat de la double fracture conceptuelle fut la création et la mise à l'honneur de valeurs et de normes sociales qui fondent la société contemporaine. L'éclatement de la notion d'*ecclesia* fut étroitement lié à la proclamation de la liberté de conscience et de la liberté d'expression ; la fission du *dominium* conditionnait l'apparition d'un champ *politique* autonome, aussi bien que la liberté du commerce et le droit de propriété, « inviolable et sacré ». Depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, ces droits furent critiqués, parfois limités, mais ne furent vraiment remis en cause que par des groupes fanatiques très minoritaires. Cette non-remise en cause est la traduction de leur acceptation comme valeurs universelles ; et l'on a dès lors du mal à ne pas les appliquer en quelque sorte rétroactivement, comme le souhaitaient les penseurs du XVIII<sup>e</sup> siècle. Une difficulté corollaire non négligeable tient au lien étroit de ces deux valeurs entre elles, lien que manifesta la simultanéité des deux revendications originelles, liberté de conscience - liberté du commerce ; elles étaient indissociables parce qu'elles attaquaient en fait deux aspects d'une seule et même structure, le rapport de *dominium* étant substantiellement lié au bon fonctionnement de l'institution ecclésiastique, qui constituait l'épine dorsale de la société féodale ; l'autonomisation ultérieure des champs qui résultèrent de cet éclatement rendit encore plus improbable la perception du lien structurel antérieur ; lien qui, de toute manière, ne pouvait apparaître au XVIII<sup>e</sup> siècle que comme une absurdité et une infamie, mais dont bientôt le souvenir se perdit entièrement.

---

<sup>16</sup>A. GUERREAU, « Política / derecho / economía / religión : ¿ cómo eliminar el obstáculo ? », in Reyna PASTOR (éd.), *Relaciones de poder, de producción y parentesco en la edad media y moderna*, Madrid, 1990, pp. 459-465.

<sup>17</sup>Adam SMITH, *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, London, 1776. Il faut lire tout le livre III, « On the different Progress of Opulence in different Nations », en particulier le chapitre II, « Of the Discouragement of Agriculture in the Ancient State of Europe after the Fall of the Roman Empire ». « This order, however, being contrary to the natural course of things, is necessarily both slow and uncertain » (éd. Cannan, p. 441).

<sup>18</sup>On peut lire par exemple le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire (1764), ouvrage essentiel par rapport à la création d'une image de la « religion » (notamment les articles « liberté de conscience », « tyrannie »).

<sup>19</sup>Michel BARIDON, *Edward Gibbon et le mythe de Rome. Histoire et idéologie au siècle des Lumières*, Paris, 1977. Gibbon fut l'inventeur de la notion de « black nation » pour désigner les moines. Robertson, à propos de la Réforme, écrivait : « the whole fabric wich superstition had erected in times of darkness began to totter » (*ibidem*, p. 478).

En définitive, les Lumières firent ce qu'il fallait pour s'identifier au Progrès succédant à l'anarchie et à la stagnation. Dans ce cadre, le développement et le triomphe de la bourgeoisie prennent tous les caractères d'une pure théophanie.

Paradoxalement, ces nouveaux outils intellectuels, qui constituaient un instrument de lutte très efficace au XVIII<sup>e</sup> siècle, sont une entrave redoutable pour l'historien qui entend prendre au sérieux le programme rationaliste dont les fondements furent précisément jetés à cette époque<sup>20</sup>. La supériorité des présupposés rationalistes devrait impliquer que l'historien qui les fait siens soit capable de mettre au jour la logique interne du fonctionnement des sociétés qui ignoraient ces principes. Force est de constater que les contraintes structurelles qui ont pesé sur la fin du système féodal sont liées de manière quasi infrangible à la définition même de la société contemporaine : sans cela, comment expliquer que leur effet perdure ?

Le privilège de l'histoire de l'antiquité

Une observation symétrique et inverse permet de mieux cerner cette contrainte ; celle-ci en effet ne pesait pas (ou d'une tout autre manière) sur la représentation des sociétés anciennes. Du coup, l'évolution de l'historiographie de l'antiquité fut très différente : les présupposés rationalistes ne se heurtaient pas, ici, aux mêmes obstacles. La première manifestation d'une réelle historicisation de la conception même de la société, dans le sens du programme qu'on vient d'évoquer, se produisit dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>21</sup>. Le tournant fut marqué par un ouvrage qui valut une certaine célébrité à son auteur : les *Prolegomena ad Homerum* de Friedrich August Wolf (1795). Celui-ci fut le premier à tenter explicitement de se détourner du formalisme philologique de la tradition humaniste, qui s'était développée depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, pour considérer le texte comme l'expression d'une société particulière, produit d'une histoire spécifique. L'antiquité grecque basculait du statut de modèle à celui d'objet d'étude rétrospective, en même temps que s'affirmait, avec une force subite, la notion d'évolution. Quelques années plus tard, dans la voie tracée par Wolf, s'engageait le premier historien, Barthold Georg Niebuhr, publiant sa *Römische Geschichte* en 1811-1812. Ainsi était né ce qu'en allemand on dénomme *Historismus*, c'est-à-dire cette conception qui nous paraît, jusqu'à un certain point, aller de soi et qui, au contraire, à cette époque, représentait un bouleversement : que l'histoire s'intéresse à des sociétés, que celles-ci sont en constante transformation, et que dès lors aucune interprétation convenable des textes anciens (ou autres documents) n'est possible sans une reconstitution adéquate de l'ensemble spécifique, daté, dont ces sources sont elles-mêmes les témoins.

Cette observation entraîne trois remarques complémentaires. D'abord à propos de la date. Les commentateurs ont depuis longtemps remarqué que cette rupture intervint juste au lendemain de l'explosion révolutionnaire française. Tout le monde s'accorde à considérer que l'historisme, s'il résulte d'une maturation de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, vint au jour comme résultat immédiat d'une réflexion d'intellectuels allemands sur la nouveauté radicale que représentait la révolution française, qui donnait subitement à voir ce que pouvait être un processus de transformation d'une société. Il importe d'autre part, en dépit de toutes les incohérences, contradictions, apparents retours en arrière, qui marquèrent l'évolution de l'historiographie en

---

<sup>20</sup>Cette contradiction a été bien vue par Blandine BARRET-KRIEGEL, *Les historiens et la monarchie*, Paris, 1988. T.2, pp. 294-306 : « En opérant un partage au scalpel entre la barbarie et la civilité et dans l'homme, une division entre passion et raison, Voltaire condamne toute une partie de l'histoire des hommes et des sociétés à l'irrationalité. ». Et elle cite un passage des *Remarques sur l'histoire* qui explicite les conséquences de ces présupposés sur la vision du Moyen Age, qui sera longtemps celle de l'enseignement « classique » français aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : « Il me semble que si l'on voulait mettre à profit le temps présent, on ne passerait point sa vie à s'infatuer des fables anciennes. Je conseillerai à un jeune homme d'avoir une légère teinture de ces temps reculés mais je voudrais qu'on commençât une étude sérieuse de l'histoire du temps où elle devient véritablement intéressante pour nous : il me semble que c'est la fin du XV<sup>e</sup> siècle » (*ibidem*, pp. 298-299).

<sup>21</sup>On s'inspire largement des travaux de Ulrich MUHLACK, « Von der philologischen zur historischen Methode », in Christian MEIER & Jörn RÜSEN (éds), *Historische Methode*, München, 1988, pp. 154-180 ; *Geschichtswissenschaft im Humanismus und in der Aufklärung : die Vorgeschichte des Historismus*, München, 1991. S'agissant de la définition de l'historisme, U. Muhlack se réfère non sans pertinence aux écrits de Benedetto Croce, en particulier à *La storia como pensiero et como azione*, Bari, 1939.



Europe entre 1750 et 1850, de ne pas oublier qu'il ne saurait être question de surestimer cette rupture, que la plupart des historiens de l'historiographie ont tendance au contraire à minimiser sinon à gommer entièrement<sup>22</sup>. C'est un contresens de présenter les érudits des années 1830 comme les héritiers des Mauristes. La tradition humaniste, poursuivie et amplifiée par les Bollandistes et les Mauristes, n'était constituée que de chronologues et chronographes ; Guizot, lui, était un historien, au sens où nous l'entendons. En ce sens-là, il n'y a pas eu d'historien avant la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et l'on ne peut mettre dans cette catégorie ni Plutarque, ni Eusèbe de Césarée, ni Pierre le Mangeur, ni Mabillon, ni Voltaire : aucun de ces auteurs n'aurait pu s'imaginer la notion d'un cours général de transformation des sociétés humaines<sup>23</sup>.

On ne doit pas oublier enfin de souligner que cette irruption de l'*Historismus* se fit à propos de sociétés antiques. Comme on l'a brièvement exposé, la rupture idéologique et sociale de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle impliquait la construction d'une image violemment négative de la société qu'il s'agissait de faire disparaître, image qui excluait ainsi a priori la moindre esquisse de dynamique. Dès lors, la recherche de l'historisation de la société ne pouvait s'appliquer qu'à des transformations ne mettant pas en cause ce cadre de négativité, et l'antiquité devenait l'objet privilégié : privilège qui persiste dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

## II CONSOLIDATION DES FRACTURES AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE

L'histoire européenne du XIX<sup>e</sup> siècle fut marquée à la fois par les suites du formidable ébranlement de la révolution française et par les effets de la révolution industrielle. Par rapport à notre objet d'étude, il s'agit de savoir quelles furent les conséquences de ces bouleversements sur la double fracture conceptuelle de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle.

### Naissance de la religion

En France, Bonaparte scella institutionnellement et socialement cette fracture par plusieurs décisions spectaculaires : Banque de France, Concordat, Code Civil ; soit : l'État (bourgeois), la Religion (fonctionnarisée), la Propriété (sacralisée). On impute en général à Bonaparte d'avoir unifié, codifié et fixé l'« œuvre de la révolution ». Et l'on discuta durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle (et depuis) pour savoir si cette réorganisation marqua un bouleversement ou si elle n'était qu'un prolongement des transformations engagées à l'époque de la « monarchie absolue ». Toute l'Europe vit dans les événements de 1789 et leur suite l'aurore d'un monde nouveau, une nouveauté absolue par rapport à toute l'histoire antérieure (que ce fût d'ailleurs pour s'en réjouir ou s'en plaindre). Les historiens devraient avant tout tenter d'expliquer ce choc et d'en mesurer les conséquences.

Mais il est surtout extraordinairement remarquable que la France fut le théâtre, entre 1790 et l'Empire, du plus brutal bouleversement de l'emprise foncière qu'elle connût jamais (sinon, peut-être, à la suite de la conquête romaine), en tout cas d'un transfert certainement très supérieur à celui de l'époque des « grandes invasions » : l'Église en effet, en 1789, possédait, selon les zones, le quart ou le tiers du sol ; ces « droits » furent abolis du jour au lendemain par la même assemblée qui avait proclamé, quelques semaines auparavant, « la propriété, droit inviolable et sacré ». En quelques années, ces bâtiments et ces terres furent attribués, à très bas prix, à une armée de bourgeois et d'affairistes qui constitua par la suite les gros bataillons de la classe dominante française du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>22</sup> Exemple d'un ouvrage d'une très bonne érudition, qui passe complètement à côté de la seule question intéressante : Jürgen VOSS, *Das Mittelalter im historischen Denken Frankreichs. Untersuchungen zur Geschichte des Mittelalterbegriffes und der Mittelalterbewertung von der zweiten Hälfte des 16. bis zur Mitte des 19. Jahrhunderts*, München, 1972.

<sup>23</sup> Max HORKHEIMER, *Anfänge der bürgerlichen Geschichtsphilosophie*, Stuttgart, 1930. Les auteurs du XVIII<sup>e</sup> siècle ne sont pas des historiens, en ce sens, simple et fondamental, que la notion d'évolution sociale leur demeure complètement étrangère, comme l'ont depuis longtemps noté les historiens de l'historiographie (Eduard FUETER, *Geschichte der neueren Historiographie*, München-Berlin, 1936<sup>3</sup>, pp. 334-349, en particulier pp. 344-345, « Die historische Katastrophentheorie »).

C'est une observation fondamentale de constater le peu d'attention (euphémisme) que l'historiographie française a accordé à ce bouleversement. Quelques études ponctuelles ont été réalisées ici ou là, souvent par des historiens étrangers, et aucune synthèse n'a jamais été réalisée. Naturellement, les historiens savent plus ou moins que les couvents devinrent des lycées, des casernes, des prisons, ou des entrepôts de négociants, souvent des usines ; mais tout cela demeure très vague ; quant aux domaines agricoles, leur identification même n'a presque jamais été entreprise, ni a fortiori une évaluation de l'effet technique et économique de leur passage en mains privées<sup>24</sup>.

La « liberté religieuse » fut établie d'un seul coup, et de manière irréversible. Le mariage religieux devint facultatif, remplacé par un acte civil d'une nature entièrement inédite (ce qu'on souligne très rarement) ; l'adoption, dont le principe avait disparu depuis l'époque romaine, fut (r)établie, et le divorce revint lui aussi sur le devant de la scène.

Une grande partie de l'opinion réactionnaire du XIX<sup>e</sup> siècle, les diverses factions qui poussaient dans le sens d'une « restauration », ne se firent pas faute d'utiliser l'Église et de développer ce qu'ils croyaient être un point de vue chrétien. Mais le pape lui-même avait proclamé le Concordat et à peu près personne ne songea à remettre en question la sécularisation. Au contraire. Les rapports du néo-catholicisme avec la bourgeoisie sont bien illustrés par un dossier très peu connu, quoique hautement significatif : celui de l'« évolution » de la doctrine à l'égard du prêt à intérêts<sup>25</sup>.

L'Église condamnait le prêt à intérêts comme une forme simple d'usure. Depuis le XIII<sup>e</sup> siècle, divers subterfuges permettaient de tolérer l'intérêt en vertu de titres « extrinsèques » (dommages, risques, etc.). Mais l'intérêt pur n'était pas davantage reconnu et les grands docteurs espagnols du XVI<sup>e</sup> siècle développèrent sur ce point une doctrine remarquable<sup>26</sup>. Beaucoup de théologiens, non des moindres, considéraient qu'il s'agissait d'un dogme de foi (Lessius, Lugo, Schmalzgruber, Bossuet). Une expression officielle fut donnée en 1745 par Benoît XIV dans l'encyclique *Vix pervenit*. Dès 1789, les Constituants légiférèrent en sens inverse et le Code Civil reconnut la pleine légitimité d'un intérêt ne dépassant pas 5%. Mais, sur ce point, une grande partie du clergé catholique français fit preuve de beaucoup moins de souplesse. De nombreux évêques et théologiens, la très active Compagnie des prêtres de Saint-Sulpice prirent nettement position, dans le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle, contre toute modification de la doctrine traditionnelle. A propos de questions d'absolution, partisans et adversaires du laxisme firent appel à Rome. Dès 1822, discrètement, puis à partir de 1830 plus officiellement, le Saint-Siège autorisa l'absolution, sans obligation de restituer les intérêts perçus, à condition que le pécheur manifeste sa disposition à se plier aux éventuelles décisions de l'Église. Les polémiques, loin de s'apaiser, se déchaînèrent, chacun des deux partis entendant tirer profit de la volonté pontificale de ne rien déclarer qui pût paraître en contradiction avec l'encyclique de Benoît XIV. En fait, l'Église du XIX<sup>e</sup> siècle ne trancha jamais la question, laissant seulement s'instaurer dans les années 1840, non sans soubresauts, la règle selon laquelle la légitimité du prêt à intérêts était une opinion libre dans l'Église. Une partie de la hiérarchie catholique demeura longtemps réticente, rendue encore plus inquiète par le déclin de la société rurale et l'essor de villes jugées dangereuses et incontrôlables.

Le clergé entra dans cette nouvelle forme de société à reculons, soutenant tout ce qui pouvait passer pour une restauration et déployant surtout d'intenses efforts pour écarter tous les signes de la rupture qui s'était produite. Après s'être contentée de reconnaître de facto la légitimité du prêt à intérêts, la papauté procéda au contraire à une proclamation solennelle : Pie IX énonça le dogme de l'Immaculée Conception là où, au XV<sup>e</sup> siècle, l'Église avait reconnu la liberté du

<sup>24</sup>Un exemple remarquable, qui confine au scandale, est offert par le livre de Michel VOVELLE, *La Révolution contre l'Église. De la Raison à l'Être suprême*, Bruxelles, 1988, qui analyse avec minutie la « déchristianisation » sans souffler mot des sécularisations.

<sup>25</sup>Le dossier est présenté dans Paul DROULERS, *Action pastorale et problèmes sociaux sous la Monarchie de Juillet, chez Mgr d'Astros, archevêque de Toulouse, censeur de La Mennais*, Paris, 1954, pp. 258-274. Je dois cette référence à Pierre Jeannin, que je remercie.

<sup>26</sup>Bartolomé CLAVERO, *Antidora. Antropología católica de la economía moderna*, Milano, 1991.

jugement<sup>27</sup>. Puis Léon XIII proclama le thomisme doctrine officielle de l'Église, modifiant quelque peu la prééminence jusque là accordée à saint Augustin. En examinant de près le XIX<sup>e</sup> siècle, on s'aperçoit que l'Église romaine, dont le rôle social s'était trouvé radicalement bouleversé, modifia sa doctrine sur une série de points fondamentaux. Mais le plus remarquable fut l'effort puissant et prolongé pour imposer l'idée et l'apparence de continuité. Durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, l'Église condamna de mille manières les conceptions de la Révolution et leurs conséquences sur la société, mais toujours à partir de cette idée qu'il s'agissait d'un avatar parmi d'autres de la lutte des forces démoniaques, lutte aux résultats toujours provisoires, n'entamant en rien la perspective eschatologique. Tout fut fait pour minimiser et camoufler la perte du contrôle effectif de la société ; la disparition même des États pontificaux fut digérée en quelques décennies.

### La création du Moyen Age

Dans cet effort, le clergé fut massivement appuyé par l'ensemble des classes dominantes, qui souhaitaient encore moins une remise en cause des sécularisations et se satisfaisaient parfaitement de clergés fonctionnarisés. Et il n'est guère de meilleur symbole et de témoignage plus voyant de cette grande entente que le déferlement sur l'Europe au XIX<sup>e</sup> siècle de cette vague de construction d'édifices du culte néo-médiévaux, néo-romans et surtout néo-gothiques, auxquelles la bourgeoisie européenne apporta un soutien massif<sup>28</sup>. Image hallucinante d'un Moyen Age totalement fictif, douceâtre et sans âge, destiné à créer l'illusion d'un passé lointain, ordonné et rassurant. Ces pastiches stéréotypés, tout à fait homologues de la production industrielle qui était justement en train de prendre son essor, étaient simplement conçus pour capter et encadrer l'attention et le sentiment, de la même manière que le néo-christianisme fondait son rôle social sur l'exaltation de l'adhésion individuelle : décalques utilitaristes, au pire sens du terme<sup>29</sup>.

Tout cela traduisit institutionnellement, idéologiquement, architecturalement, le triomphe absolu de la notion de religion, telle que l'avait créée et élaborée le XVIII<sup>e</sup> siècle. Et il serait particulièrement éclairant d'examiner comment les disputes entre néo-catholiques et libres-penseurs, dont résonna le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>30</sup>, scellèrent la pérennité de cette notion, en la plaçant en-deçà de toute discussion et de toute polémique<sup>31</sup>. Ainsi, l'histoire médiévale comporta désormais un volet

---

<sup>27</sup>On oublie systématiquement dans les manuels de rappeler que les principaux théologiens des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles furent presque tous hostiles à la notion d'immaculée conception (apparue vers 1120), théologiens au premier rang desquels saint Bernard et saint Thomas ; après les innovations de Duns Scot, la fin du Moyen Age assista aux batailles rangées entre Dominicains et Franciscains, auxquelles mit fin la décision de Sixte IV d'admettre comme également légitimes les deux opinions contraires (Rosa-Maria DESSI & Marielle LAMY, « Saint Bernard et les controverses mariales au Moyen Age », in Patrick ARABEYRE, Jacques BERLIOZ & Philippe POIRRIER (éds), *Vies et légendes de saint Bernard de Clairvaux*, Cîteaux, 1993, pp. 229-260).

<sup>28</sup>Bibliographie immense et le plus souvent médiocre. Citons cependant Louis GRODECKI (éd.), *Le « gothique » retrouvé, avant Viollet-le-Duc*, Paris, 1979. Rossana BOSSAGLIA & Valerio TERRAROLI (éds), *Il Neogotico nel XIX e XX secolo*, Milano, 1989. Roland RECHT (éd.), *L'art et la révolution. Survivances et réveils de l'architecture gothique*, Strasbourg, 1992. Chantal BOUCHON, Catherine BRISAC, Nadine-Josette CHALINE, Jean-Michel LENIAUD, *Ces églises du XIX<sup>e</sup> siècle*, Amiens, 1993. Megan B. ALDRICH, *Gothic Revival*, London, 1994. Plus large, Anne DION-TENENBAUM, *Le Moyen Age vu par le XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, 1987. Dossiers locaux : Philippe BOUTRY, *Prêtres et paroisses au pays du Curé d'Ars*, 1986, pp. 117-151 ; Gabriele DOLFF-BONEKÄMPER, *Die Entdeckung des Mittelalters : Studien zur Geschichte der Denkmalerfassung und des Denkmalschützes in Hessen-Kassel bzw. Kurhessen im 18. und 19. Jahrhunderten*, Darmstadt, 1985 ; Hélène GUENE & François LOYER, *L'Église, l'État et les architectes : Rennes, 1870-1940*, Paris, 1995.

<sup>29</sup>Pierre-Yves SAUNIER, « L'Église et l'espace de la grande ville au XIX<sup>e</sup> siècle : Lyon et ses paroisses », *Revue historique*, 288-1992, pp. 321-348.

<sup>30</sup>Un exemple bien documenté dans Alain BOUREAU, *Le droit de cuissage. La fabrication d'un mythe (XIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, 1995, pp. 81-106.

<sup>31</sup>Il faudrait évoquer ici la création de la notion de « sciences religieuses » ou « Religionswissenschaft », qui donna lieu à de vives polémiques, tout en établissant, comme ne craignirent pas de le dire certains de ses promoteurs, un fondement nouveau aux prétentions du néochristianisme à incarner la forme « la plus développée et la plus haute » de cette quintessence introuvable désignée apodictiquement comme « le Religieux » (Emile POULAT, « L'institution des "Sciences Religieuses" », et Jean-Pierre VERNANT, « Les sciences religieuses entre la sociologie, le comparatisme et l'anthropologie » in Jean BAUBEROT (éd.), *Cent ans de sciences religieuses*

dénoté « histoire de l'Église »<sup>32</sup> fondé sur le présupposé absurde d'une « religion médiévale », qui interdisait de déceler la moindre logique ou la moindre cohérence dans cette société. Ce fut cette création d'un véritable fantasme en quoi consista précisément la naissance du Moyen Age.

Cette invasion des pastiches mériterait une analyse très détaillée, que n'apporte malheureusement pas une bibliographie qui, sauf rares exceptions<sup>33</sup>, ne comprend rien à son sujet, qu'elle traite à contresens. L'essentiel fut le mouvement simultané de création du Moyen Age et celui de la création du néo-christianisme, tel qu'il fut proclamé par Novalis<sup>34</sup> et surtout par Chateaubriand<sup>35</sup>. On doit insister ici sur le rapport direct, paradoxal en apparence seulement, entre Rousseau et Chateaubriand, rapport qu'a bien vu Michel Baridon<sup>36</sup> : « L'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, le tenait pour un impie<sup>37</sup> ; il est non moins certain que sans la *Profession de foi du vicaire savoyard*, le *Génie du Christianisme* aurait eu moins d'écho ». Chateaubriand, sous les dehors affichés d'une résurrection, se plaça en fait dans la droite ligne de la « religion » créée par Rousseau, et ce fut bien ainsi que naquit une nouvelle réalité sociale. Ce fut un mouvement analogue et étroitement lié qui créa le Moyen Age en feignant aussi de le ressusciter. L'époque, sans les confondre, n'opposait nullement préservation, restauration, restitution et pastiche, et allait de l'un à l'autre sans aucune césure. Au fond, le succès immense de Walter Scott<sup>38</sup> ne se distingue guère de celui des énormes collections de chroniques<sup>39</sup> qui parurent dans les mêmes années<sup>40</sup> ; et l'écart n'était pas si considérable entre Michelet et Victor Hugo. On passe sans rupture

*en France*, Paris, 1987, pp. 49-78 et 79-88).

<sup>32</sup>Cette invention mériterait largement, à elle seule, une enquête approfondie. Si l'on considère par exemple un ouvrage de très grande qualité comme celui de Richard W. SOUTHERN, *Western Society and the Church in the Middle Ages*, London, 1970 (tr.fr., Paris, 1987), on trouve des énoncés auxquels on souscrit pleinement (éd.fr. p. 10 : « L'identification de l'Église à l'ensemble de la société organisée est la caractéristique qui distingue fondamentalement le Moyen Age des époques antérieures et postérieures de l'histoire. Il s'agit même, à l'extrême, d'une caractéristique de l'histoire européenne entre le IV<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle - de Constantin à Voltaire. »), mais la question « Église et société » est réglée en sept pages, et tout le reste du volume (290 pages) est consacré à une analyse des institutions propres au clergé, ce qui ne peut que renforcer, dans l'esprit de l'étudiant ordinaire, l'idée que l'Église était un objet situé à côté de la société.

<sup>33</sup>Citons par exemple deux articles du volume de R. Recht, *Survivances et réveils* (cf. note 27) : Gabi DOLFF-BONEKÄMPER, « Wem gehört die Gotik ? Wissenszuwachs und nationale Mythenbildung in der Architekturgechichtsforschung des 18. und 19. Jahrhunderts », pp. 5-14 ; François LOYER, « Néo-gothique et politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle », pp. 51-62. Dans le volume de BOSSAGLIA & TERRAROLI, le texte d'Arturo Carlo QUINTAVALLE, « Mitologie medievali in Occidente », pp. 390-412.

<sup>34</sup>NOVALIS, *Das Christentum oder Europa*, écrit en 1797, paru en 1826. Friedrich STRACK, *Im Schatten der Neugier : christliche Tradition und kritische Philosophie im Werk Friedrichs von Hardenberg*, Tübingen, 1982. Hermann KURZE, *Romantik und Konservatismus : das "politische" Werk Friedrichs von Hardenberg (Novalis) im Horizont seiner Wirkungsgeschichte*, München, 1983. Ira KASPEROWSKI, *Mittelalterrezeption im Werk des Novalis*, Tübingen, 1994.

<sup>35</sup>François René de CHATEAUBRIAND, *Le génie du Christianisme*, Paris, 1802. Dominique BARBERIS, *Chateaubriand : des repères pour situer l'auteur et ses écrits*, Paris, 1994.

<sup>36</sup>Michel BARIDON, *Edward Gibbon et le mythe de Rome*, p. 529.

<sup>37</sup>Le médiéviste qui essaie de comprendre de quoi il parle ne devrait pas se dispenser de lire le *Mandement de Mgr l'Archevêque de Paris, portant condamnation d'un livre qui a pour titre "Emile, ou de l'éducation" par J.-J. Rousseau, citoyen de Genève* (août 1762), ainsi que la lettre *J.-J. Rousseau, citoyen de Genève, à Christophe de Beaumont, archevêque de Paris* (novembre 1762).

<sup>38</sup>Michel BARIDON et al., *Recherches sur le roman historique en Europe, XVIII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1979. Harry E. SHAW, *The Forms of Historical Fiction. Sir Walter Scott and His Successors*, Ithaca-London, 1983. Bruce BEIDERWELL, *Power and Punishment in Scott's Novels*, Athens, 1992. Sabine PRITZKULEIT, *Die Wiederentdeckung des Ritters durch den Bürger : Chivalry in englischen Geschichtswerken und Romanen, 1770-1830*, Trier, 1991. Andreas BESTEK, *Geschichte als Roman : narrative Techniken der Epochendarstellung im englischen historischen Roman des 19. Jahrhunderts, Walter Scott, Edward Bulwer-Lytton und George Eliot*, Trier, 1992.

<sup>39</sup>Notamment les 52 + 79 volumes de Petit et Monmerqué, les 32 volumes de Michaud et Poujoulat, les 47 volumes de Buchon (Robert BOSSUAT, *Manuel bibliographique de la littérature française du Moyen Age*, Paris, 1951, pp. XXVI-XXVII).

<sup>40</sup>Il faudrait ici toute une analyse sur la relation entre le « goût du Moyen Age » et toutes les entreprises qui contribuèrent à jeter les bases de sa connaissance, tout en l'enveloppant dans une gangue de fictions et de phantasmes. Par exemple, Jean-François GARMIER, « Le goût du Moyen Age chez les collectionneurs lyonnais du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue de l'Art*, 47-1980, pp. 53-64 ; Michael GLENCROSS, *Reconstructing Camelot : French*

de la « restauration » de Pierrefonds (1857-1884) à l'aménagement du Haut-Kœnigsbourg (1901 ss) et à la construction de Neuschwanstein (1869 ss). D'ailleurs quels sont, parmi les médiévistes actuels, ceux qui jugent scandaleuse la construction des tours de Cologne (1842-1880)<sup>41</sup> ou celle de la façade de Santa Maria del Fiore de Florence (1881-1888) ? On traite sur le ton de la plaisanterie les grandes entreprises de falsification de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, comme la vaste collection des fausses « chartes de croisade » de Courtois et Letellier, ou les incroyables « autographes » de Vrain-Lucas<sup>42</sup>; mais les historiens d'art se sont très longtemps laissé abuser par les « Minnekästchen », au point de citer avec tous les honneurs le catalogue savant de ce qui n'est qu'un ensemble de faux de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, comme viennent de le montrer Dorothea et Peter Diemer<sup>43</sup>.

Ce fut seulement la lente pénétration des principes de la philologie<sup>44</sup> et de la critique interne qui permit peu à peu (en France, guère avant le dernier quart du siècle) de considérer comme une démarcation essentielle ce qu'on était venu à considérer comme l'opposition quasi métaphysique entre l'authentique et le faux (« falsifié », « interpolé », « légendaire »). Mais les critères mêmes sur lesquels se construisit cette opposition (ce qu'on désigne à présent à l'aide du terme dépréciatif de « positivisme ») étaient excessivement grossiers et, écartant un certain type de confusion, créèrent à leur tour des biais majeurs dont les effets sont encore tout à fait actuels. En refusant de distinguer la société concrète et les systèmes de représentation, cette forme d'histoire s'interdisait toute réflexion sur les notions mêmes qui lui servaient à penser les réalités historiques, et transforma ainsi en institutions éternelles les notions du sens commun du XIX<sup>e</sup> siècle : pour ce qui est de l'objet de notre étude, cette manière de procéder aboutissait inévitablement à la production d'un Moyen Age modifié, mais toujours largement fictif.

#### Individu, droit, propriété

Ayant ainsi placé la « religion » dans un canton séparé, l'histoire médiévale se retourna vers le domaine de la « politique » et du « droit », car la notion d'économie, telle que l'avaient définie Adam Smith et David Ricardo, ne semblait guère pouvoir s'appliquer à une époque qui avait systématiquement contrarié le « cours naturel des choses » : des recherches partielles débutèrent avec une extrême lenteur dans la première moitié du siècle et il fallut attendre les années 1880 pour voir apparaître les premières « histoires économiques », qui d'ailleurs suscitérent immédiatement des polémiques d'une incroyable acrimonie. L'histoire médiévale, se plaçant dans l'ombre du libéralisme individualiste dominant, oscilla essentiellement entre le récit militaro-diplomatique et

---

*Romantic Medievalism and the Arthurian Tradition*, Cambridge, 1995. Plusieurs études très documentées sur l'Allemagne et sa passion des Minnesänger dans Elmar MITTLER & Wilfried WERNER (éds), *Codex Manesse*, Heidelberg, 1988. Gerd ALTHOFF (éd.), *Die Deutschen und ihr Mittelalter*, Darmstadt, 1992. Allen J. FRANTZEN, *Desire for Origins. New Language, Old English, and Teaching the Tradition*, New Brunswick, 1990. Leslie J. WORKMAN (éd.), *Medievalism in England*, Cambridge, 1992.

<sup>41</sup>Il est tout à fait malencontreux d'oublier que cette construction se heurta aussi à l'hostilité violente d'une partie de l'opinion progressiste allemande ; rappelons par exemple Heinrich Heine et son grand poème *Deutschland – Ein Wintermärchen* (Kaput IV, « Er ward nicht vollendet – und das ist gut... »).

<sup>42</sup>Gilbert OUY, « Les faux dans les archives et les bibliothèques » in Charles SAMARAN (éd.), *L'histoire et ses méthodes*, Paris, 1961, pp. 1367-1383. Montre bien que, jusqu'assez avant dans le XIX<sup>e</sup> siècle, le faux n'était vraiment réprouvé (et le cas échéant durement condamné) que s'il s'agissait d'un objet susceptible de produire des droits contraires au bon ordre de la société (comme la fausse monnaie, ou éventuellement de fausses généalogies).

<sup>43</sup>Dorothea & Peter DIEMER, « Minnesangs Schnitzer. Zur Verbreitung der sogenannten Minnekästchen » in Johannes JANOTA (éd.), *Festschrift Walter Haug und Burghart Wachinger*, Tübingen, 1992, pp. 1021-1060. Dans divers musées européens, certains conservateurs ont adopté depuis quelques années un esprit critique nouveau, qui pourrait permettre des découvertes intéressantes.

<sup>44</sup>La question de la signification des présupposés de la philologie dans ses effets sur l'interprétation historique qui en découle est bien rarement posée. Hellmut FLASHAR, Karlfried GRÜNDER, Axel HORSTMANN (éds), *Philologie und Hermeneutik im 19. Jahrhundert. Zur Geschichte der Geisteswissenschaften*, Göttingen, 1979. Mayotte BOLLACK & Heinz WISMANN, *Philologie und Hermeneutik im 19. Jahrhundert II. Philologie et herméneutique au 19e siècle*, Göttingen, 1983. Voir notamment les remarques de Jean Bollack, t.1, pp. 399-400, et vol.2, pp. 17-24, « Pour une histoire sociale de la critique ».

l'analyse institutionnelle. Le premier mode fut représenté par l'archétypique Leopold Ranke, tentant de suivre et de présenter les innombrables *intrigues* se déroulant sur la *scène* européenne, où les personnages étaient les *États*. Les notions essentielles étaient celles de « grande puissance » et de « nation », qui constituaient pour l'heure des enjeux primordiaux de l'évolution européenne. Légèrement en arrière-plan se développèrent des travaux sur le gouvernement, les ressorts du pouvoir, les « conditions » des diverses classes sociales ; deux types principaux de questions se posaient : d'un côté, celle de l'« alliance de la monarchie et de la bourgeoisie », plus ou moins liée à celle des fondements du pouvoir de l'aristocratie ; d'autre part, le rapport seigneurs-paysans, ou relation entre l'aristocratie et les « classes rurales ». Sous-jacents, les problèmes fondamentaux étaient ceux des fondements du « droit » de propriété et le rapport entre État et propriété individuelle. Il s'agissait de problèmes essentiels de la société européenne du XIX<sup>e</sup> siècle, auxquels aucune analyse de la société médiévale et de son évolution n'était susceptible d'apporter le moindre élément de réponse réaliste<sup>45</sup>.

Sans doute, quelques auteurs, pas nécessairement d'ailleurs les meilleurs érudits, s'aperçurent que l'Europe médiévale reposait sur un principe d'organisation qui, précisément, ne distinguait pas « propriété » et « souveraineté » : Chateaubriand ou Guizot par exemple. Mais l'école allemande dite du « droit historique » s'employa au même moment à étayer l'idée que droits et pouvoirs attribués à l'aristocratie (notamment mérovingienne) provenaient des monarques, et que l'équilibre de la société résidait justement dans cette alliance<sup>46</sup>. En France, l'intérêt pour l'étude érudite du Moyen Age allait très souvent de pair avec une idéologie néo-catholique et réactionnaire, qui incitait également à présenter la société médiévale comme harmonieuse et équilibrée.

Cependant, dans la seconde moitié du siècle se déclencha une controverse violente, à partir d'une idée jusque là quasi inexistante : celle de collectivisme primitif, ou propriété collective originelle<sup>47</sup>. L'anthropologue Henry Maine, l'historien bavarois Georg Ludwig Maurer furent les premiers protagonistes. A quoi s'ajoutèrent le belge Laveleye, le français Viollet, les allemands Wagner et Nasse. La contradiction fut portée par l'anglais Seebohm, l'autrichien Inama-Sternegg et surtout par Fustel de Coulanges<sup>48</sup>. Le débat fut en grande partie sous-tendu par des considérations nationalistes (pro- ou antigermanisme) et l'on vit étrangement, dans le camp des partisans de la propriété collective primitive, se côtoyer des socialistes et des réactionnaires extrémistes. Au-delà de l'inéptie de la théorie de la « Marche », on est surtout frappé par la commune acceptation d'une notion de *droit* fondée sur un invraisemblable anachronisme. Ce pugilat intellectuel n'était à bien des égards qu'une suite et une conséquence de l'impossibilité de parvenir à un quelconque consensus sur les « origines de la propriété féodale » : il suffisait, croyait-on, de remonter encore dans le temps, jusqu'aux « origines »... L'intérêt historiographique de cette querelle est qu'elle nous offre une possibilité exceptionnelle pour saisir tout autant le lieu que les enjeux des débats de l'histoire médiévale à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La notion de droit, au sens le plus formel et le plus naïf du terme, constituait un pivot du système de représentation des historiens : universalisation et absolutisation du Code Civil<sup>49</sup>. La situation nationale et les options idéologiques entraînaient, sur cette base, des prises de position variées, et des controverses acharnées opposèrent, durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, les partisans et adversaires des transformations révolutionnaires.

---

<sup>45</sup>Hannes KRIESER, *Die Abschaffung des "Feudalismus" in der französischen Revolution. Revolutionärer Begriff und begriffene Realität in der Geschichtsschreibung Frankreichs (1815-1914)*, Frankfurt am Main, 1984.

<sup>46</sup>Franz IRSIGLER, *Untersuchungen zur Geschichte des frühfränkischen Adels*, Bonn, 1969 (« Historiographische Skizze », pp. 39-81). Très intéressant dossier dans Heide WUNDER (éd.), *Feudalismus. Zehn Aufsätze*, München, 1974.

<sup>47</sup>Paolo GROSSI, « *Un altro modo di possedere* ». *L'emersione di forme alternative di proprietà alla coscienza giuridica post-unitaria*. Milano, 1977.

<sup>48</sup>François HARTOG, *Le XIX<sup>e</sup> siècle et l'histoire. Le cas Fustel de Coulanges*, Paris, 1988. A. GUERREAU, « Fustel de Coulanges médiéviste », *Revue historique*, 275-1986, pp. 381-406.

<sup>49</sup>André-Jean ARNAUD, *Essai d'analyse structurale du Code Civil français. Les règles du jeu de la paix bourgeoise*, Paris, 1973 ; *Les juristes face à la société du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Paris, 1975.

Dans les années 1880, le succès d'un ouvrage comme *La Chevalerie* de Léon Gautier attestait le maintien d'un secteur d'opinion qui réclamait un Moyen Age suave, hors de toute évolution, où l'héroïsme courtois faisait un ménage idyllique avec une sainteté aux airs angéliques. D'un autre côté, l'alliance supposée entre des bourgeois luttant pour leur liberté et une royauté éclairée flattait les goûts d'une bourgeoisie voltairienne qui connut son apothéose en France sous la III<sup>e</sup> République. En Allemagne, après le triomphe du *Ständestaat* prussien de la première moitié du siècle (image impavide projetée sur la Gaule mérovingienne), la volonté d'une plus grande unification de la société, dans un cadre qui demeurait cependant très hiérarchique, aboutit à la synthèse dogmatique de Georg Waitz, qui poussa à l'extrême la théorie des « droits personnels » et réduisit strictement l'organisation féodale à un ensemble de fidélités personnelles. Waitz écrivait exactement au moment où l'unification sociale de la Prusse était à l'ordre du jour (bourgeois rhénans et junkers du Brandebourg et de Poméranie) et où il fallait donc, un siècle après, réitérer la conversion des hobereaux en propriétaires. Fort du prestige de la philologie et de l'érudition germaniques, il apporta un renfort massif à toutes les constructions fantasmagiques issues de la première fracture conceptuelle du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>50</sup>.

Par un apparent paradoxe, cette conception politique de la féodalité reçut encore le concours des historiens progressistes, minoritaires mais pas marginaux, qui, dans le fil des événements de 1792 et 1793, tendaient à ramener le centre de gravité de l'analyse autour de la lutte séculaire des paysans et des seigneurs, vision tout aussi fantasmagique que la précédente, mais qui connut un succès certain dans la mesure où elle permettait à la bourgeoisie française d'apparaître comme le groupe qui avait enfin permis la libération d'une paysannerie opprimée depuis des siècles par les féodaux<sup>51</sup>.

#### Quelques mots sur Marx

C'est ici qu'il convient de dire quelques mots des énoncés de Marx touchant ce sujet. Marx, ce fut un des ses très grands mérites, parvint à réaliser une synthèse des trois grandes traditions intellectuelles européennes, allemande, anglaise et française. Ou, pour le dire d'un nom, Hegel, Adam Smith et Guizot. Hegel fournit le cadre et la méthode. On trouve chez ce dernier une mise en forme éclatante à la fois des grands acquis et des biais des Lumières. Il considérait les seigneurs comme des propriétaires, le christianisme comme une religion et ses réflexions s'organisèrent largement autour de la notion de droit<sup>52</sup> ; il faisait du Moyen Age le temps par excellence de la négativité. Mais, d'un autre côté, il fut le premier à élaborer une vaste construction centrée autour de la notion de progrès, cherchant à mettre en lumière la cohérence du mouvement (rationalité), en utilisant comme outil majeur le concept, à ce moment-là entièrement nouveau, de processus. Une des premières réussites intellectuelles de Marx consista en une critique méthodique de la notion de droit chez Hegel. Et surtout, après plus d'une vingtaine d'années d'efforts opiniâtres, il parvint à démonter le processus global de fonctionnement et d'évolution de la société capitaliste, fournissant ainsi un modèle indépassé de déconstruction/reconstruction d'une structure sociale et de sa dynamique intrinsèque.

Comme Ludolf Kuchenbuch l'a bien montré<sup>53</sup>, Karl Marx n'entreprit jamais, même de loin, un travail équivalent pour le Moyen Age ; les quelques textes qui ont trait à cette période n'abordent que des aspects tout à fait ponctuels, et ils ont pour seule fonction de mettre en lumière des oppositions et des distinctions (en général schématiques). Antérieurement aux années 1880, les

<sup>50</sup>A. GUERREAU, « Fief, féodalité, féodalisme... », *A.E.S.C.*, 1990, pp. 149-150.

<sup>51</sup>Léon MANESSE, *Les paysans et leurs seigneurs avant 1789 (féodalité, Ancien Régime)*, Paris, 1885 ; cet ouvrage ne connut pas moins de huit éditions jusqu'à la première guerre mondiale, preuve de l'efficacité de l'idéologie qu'il véhiculait. Point de vue voisin dans les articles de la *Grande Encyclopédie du XIX<sup>e</sup> siècle* (cf. A. GUERREAU, *Le féodalisme*, pp. 55-57 & 67-69).

<sup>52</sup>Thomas PETERSEN, *Subjektivität und Politik : Hegels "Grundlinien der Philosophie des Rechts" als Reformulierung des "Contrats social" Rousseaus*, Frankfurt am Main, 1992.

<sup>53</sup>Ludolf KUCHENBUCH, « Zur Entwicklung des Feudalismuskonzepts im Werk von Karl Marx », à paraître dans la *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*.

ouvrages d'histoire économique étaient extrêmement peu nombreux, et l'on ne peut qu'admirer la capacité de Marx à réfléchir efficacement à partir d'une base de connaissances aussi étroite<sup>54</sup>. Marx reprit à peu de choses près la plupart des affirmations d'Adam Smith sur le Moyen Age. Comme Hegel, il assimilait les seigneurs à des propriétaires et il reprit sans véritable critique la notion de religion. Les effets de la double fracture du XVIII<sup>e</sup> siècle lui demeurèrent opaques. Cela dit, contrairement à Hegel, il n'assimila pas le Moyen Age à un moment « négatif », mais à une étape dans la succession des modes de production. L'essentiel réside dans cette dernière notion, et fondamentalement dans le concept de dynamique interne que l'analyse du mode de production capitaliste a permis à Marx de mettre en pleine lumière.

Le bilan de l'historiographie du XIX<sup>e</sup> siècle est pour l'essentiel négatif. L'image du Moyen Age que produisit ce siècle apparaît à la fois éclatée et opaque. L'éclatement fut un effet direct de l'exacerbation des idéologies nationalistes, qui entraînèrent une brisure profonde des perspectives d'étude, d'où résultèrent des représentations de l'Europe médiévale déformées et arbitraires (catastrophe dont nous subissons encore les conséquences). Mais surtout, les médiévistes du XIX<sup>e</sup> siècle subirent de plein fouet les effets de la double fracture du XVIII<sup>e</sup> siècle, et ils s'enfoncèrent avec passion dans les ornières fangeuses tracées par le XVIII<sup>e</sup> siècle. Le caractère synthétique de la notion de *dominium* fut aperçu par quelques-uns, mais fut surtout violemment contesté, pour des raisons idéologiques par trop claires ; on vit de bons érudits s'acharner à étayer ce contresens grossier au nom d'arguments soi-disant techniques ; la notion de « droit », au sens du Code Civil, s'insinua partout, en particulier dans un Moyen Age où elle était complètement incongrue. Mais le pire, la catastrophe intellectuelle aux conséquences les plus ravageuses fut certainement l'universelle (et subreptice) acceptation de la notion de « religion », au sens où Rousseau et les Constituants l'avaient définie puis rendue légale. Sur ce point, les intérêts de la bourgeoisie capitaliste et de l'Église néo-catholique concordèrent merveilleusement, et un silence de plomb occulta parfaitement le bouleversement en quoi avait consisté la fin de l'*ecclesia* (proprio sensu). Dans ces conditions, le complément nécessaire du *dominium* demeurait totalement invisible et le XIX<sup>e</sup> siècle ne put produire du Moyen Age que des vues partielles, arbitraires et incohérentes.

### III LE XX<sup>e</sup> SIÈCLE : PROGRÈS PARTIELS, TENTATIVES MAL ENGAGÉES, MAINTIEN DES EFFETS DE LA DOUBLE FRACTURE

Ce résultat un rien lugubre put d'autant moins être perçu comme tel que l'évolution générale de l'Europe à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aboutit à des conséquences infiniment plus tragiques. Le développement matériel attisa les contradictions sociales bien au delà de ce que la bourgeoisie capitaliste était en état de supporter, d'où l'explosif mélange d'impérialisme et de nationalisme qui produisit les boucheries inouïes des deux guerres mondiales et les invraisemblables cruautés des dictatures terroristes qui s'établirent dans divers pays d'Europe avec le soutien des classes dominantes locales. Un irrationalisme agressif fusa de toutes parts<sup>55</sup>.

Mais cette histoire sinistre eut aussi pour conséquence de faire éclater les bases du consensus juriste bourgeois qui avait dominé sans partage le XIX<sup>e</sup> siècle. Dès le tournant du siècle, il devenait de toute manière difficile de ne pas prendre en compte les effets sociaux et politiques massifs de la révolution industrielle, qui ne semblait guère concevable qu'en termes « économiques ». Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la question de la légitimité de la révolution française, sans disparaître tout à fait, était devenue secondaire : le lieu principal des discussions se déplaça, se réorganisant autour de la question des conditions et des conséquences de l'essor matériel. Ainsi

<sup>54</sup>Hans-Peter HARSTICK, « Karl Marx als Historiker » in H.-P. HARSTICK, Arno HERZIG, Hans PELGER (éds), *Arbeiterbewegung und Geschichte. Festschrift für Shlomo Na'aman zum 70. Geburtstag*, Trier, 1983, pp. 166-188 ; IDEM, « Verzeichnis des marxschen Lesefeldes im Bereich der Historie », *ibidem*, pp. 189-232.

<sup>55</sup>Bien que, selon André Tosel, « ce livre contienne des jugements sauvages ou injustes », il serait malsain de ne pas citer ici Georg LUKACS, *Die Zerstörung der Vernunft*, Berlin, 1954.



donc, à un siècle « juriste » succéda un siècle « économiste ». L'extravagante fiction de Georg Waitz ne sombra pourtant pas entièrement, reproduite de temps à autres par des idéologues anachroniques, terrorisés par le simple mot d'*économie*, comme s'il s'agissait de l'annonce de l'apocalypse<sup>56</sup>.

L'arrivée boiteuse de l'histoire économique

L'arrivée sur le devant de la scène de l'histoire économique n'a guère été étudiée, ni non plus son devenir dans le second quart du XX<sup>e</sup> siècle. Les initiateurs ne furent pas des historiens, mais des économistes en délicatesse avec les postulats fixistes de l'économie politique classique. La tentative de Karl Lamprecht pour intégrer ces premiers acquis au corpus des connaissances historiques reconnues se heurta à un tir de barrage<sup>57</sup>. Un rôle décisif revint ici à Georg von Below, qui s'employa à intégrer les considérations économiques dans une histoire générale politico-institutionnelle de type prussien, à l'état de fragments désarticulés et subordonnés<sup>58</sup>. La synthèse descriptive de Iossif Kulischer demeura l'ouvrage de référence jusque dans les années 60<sup>59</sup>. Cependant, l'homme qui marqua sans doute le plus l'entre-deux-guerres fut Henri Pirenne<sup>60</sup>. Celui-ci lança des « thèses » fracassantes sur le déclin et l'essor des courants commerciaux, et accorda une place capitale à la naissance et au devenir des villes et des oligarchies commerçantes. L'audience étonnante dont jouit Pirenne tint certainement à ce que ses « thèses » correspondaient à une attente : raviver la vieille conception voltairienne des villes comme lumières dans la nuit médiévale, et des bourgeois comme agents exclusifs du progrès de la civilisation, c'est-à-dire à la fois de la richesse et de la liberté. L'intérêt conjoncturel de la démarche ne pouvait guère camoufler le parti pris très unilatéral qui sous-tendait cette perspective.

L'effort de Marc Bloch, sensiblement plus discret, se porta au contraire préférentiellement<sup>61</sup> vers les « classes rurales », les « régimes agraires », le servage, l'organisation des façons culturales et, finalement, l'organisation de l'aristocratie laïque. On trouve, chez Marc Bloch, une franche hostilité au juridisme et une volonté, explicite et réitérée, de procéder à une analyse « structurale »<sup>62</sup>. Le programme était extrêmement novateur, et bien difficile à accepter, sur le moment, par la majorité de ses collègues. A bien des égards, la médiévistique française des années 50, 60 et même 70, se contenta de le reproduire. Mais on ne peut non plus manquer de souligner que Marc Bloch utilisa les termes de *juridique*, *politique*, *économique*, *religieux*, pour distinguer les divers aspects de la société dont il entreprenait l'analyse (bien que sa correspondance laisse apparaître quelque trouble). On doit enfin évoquer la grande entreprise attachée au nom de Michael Postan, dont l'expression fut la série des célèbres volumes de la *Cambridge Economic History* consacrés au Moyen Âge. Collective, cette entreprise fut forcément plus longue à mettre en place (les deux premiers volumes en 1941 et 1952), certainement peu unifiée, mais aussi beaucoup plus riche et détaillée que tout ce qui avait été produit antérieurement. On connaît l'intérêt de Postan

---

<sup>56</sup>Le texte le plus connu, comme aussi le plus caricatural, est celui de François-Louis GANSHOF, *Qu'est-ce que la féodalité ?* Bruxelles, 1944.

<sup>57</sup>K. LAMPRECHT, *Deutsches Wirtschaftsleben im Mittelalter*, Leipzig, 4 vol., 1885-1886. Luise SCHORN-SCHÜTTE, *Karl Lamprecht. Kulturgeschichte zwischen Wissenschaft und Politik*, Göttingen, 1984. Roger CHICKERING, *Karl Lamprecht. A German Academic Life (1856-1915)*, New-Jersey, 1993.

<sup>58</sup>Georg von BELOW, *Probleme der Wirtschaftsgeschichte. Eine Einführung in das Studium der Wirtschaftsgeschichte*, Tübingen, 1920.

<sup>59</sup>Iossif Mikhaïlovitch KULISCHER, *Allgemeine Wirtschaftsgeschichte des Mittelalters und der Neuzeit*, München-Berlin, 1928-1929 (original russe de 1909).

<sup>60</sup>Georges DESPY & Adriaan VERHULST (éds), *La fortune historiographique des thèses d'Henri Pirenne*, Bruxelles, 1986.

<sup>61</sup>Se reporter à la riche préface de Pierre TOUBERT à la réédition des *Caractères originaux*, Paris, 1988, pp. 5-41.

<sup>62</sup>« Il me serait plus aisé de traiter d'ensemble la société médiévale, sous ses deux aspects : économique et... comment faut-il dire ? allons-y pour « structural » (lettre à Lucien Febvre, 5.2.33) ; « Je pense que vous serez d'accord avec moi pour comprendre mon volume comme étant avant tout une étude de structure sociale » (lettre à Henri Berr, 8.2.33), in Jacqueline PLUET-DESPATIN (éd.), *Marc Bloch. Ecrire la "Société féodale". Lettres à Henri Berr, 1924-1943*, Paris, 1992, pp. 71 et 76.

pour la démographie et les équilibres généraux ; avec cette préoccupation, il introduisait un nouvel élément, de poids, dans l'étude de la société médiévale. Grâce à ces travaux et à ces efforts, la médiévisque de l'après-guerre était enfin en état de prendre en compte une série de problèmes que le XIX<sup>e</sup> siècle avait ignorés, et violemment écartés à partir de 1880. D'une certaine manière, les questions dont la légitimité était enfin reconnue vers 1950 étaient celles que Karl Lamprecht avait déjà magistralement analysées dans les années 1880.

Cette dernière constatation impose deux brèves remarques : sur ce blocage durant trois quarts de siècle, et sur les présupposés (et les étroites limites) du programme ainsi défini. La surprenante violence de l'hostilité générale des milieux d'historiens professionnels à l'apparition d'une histoire économique entre 1880 et 1910 constitue en soi un sujet de recherche qui ne semble pas avoir été abordé jusqu'ici. On vit alors se liguer les philosophes néo-kantiens, les économistes marginalistes et les historiens classiques (au premier rang desquels l'« école prussienne ») dans un commun refus de tout ce qui semblait susceptible de remettre en cause l'absolu primat de l'individualisme, d'un individualisme garanti par un État de nature quasi transcendante. Au même moment d'ailleurs, la sociologie naissante fut enfermée dans le corset rigide de la psychologie et des types intemporels<sup>63</sup>. Le crime de Karl Lamprecht fut d'avoir présenté, avec érudition et brio, une société en évolution, dans laquelle n'apparaissait ni l'individu ni l'État. En sens contraire, le sale boulot de Georg von Below consista à disloquer l'histoire économique pour en intégrer des bribes démembrées dans une histoire à la mode prussienne traditionnelle<sup>64</sup>. Désormais, les ouvrages d'« histoire économique » se présentèrent selon des plans à tiroirs immuables, qui interdisaient a priori toute recherche d'une cohérence des processus de production et d'échange ou plus encore sur l'articulation de ces processus avec la logique sociale globale. Et il faut bien dire qu'à cet égard, les trois volumes de « la Cambridge » sont un paradigme : une collection de chapitres, souvent excellents lorsqu'on les considère individuellement, mais strictement aucune réflexion ni aucune recherche sur le fonctionnement global. La grande opposition fondatrice *politique vs économique* ne fut examinée ni a fortiori remise en cause par personne. L'intérêt (et l'ambiguïté) de l'œuvre de Marc Bloch tiennent à ce qu'il parvint, jusqu'à un certain point, à ruser avec ces cadres absurdes pour tenter de parvenir malgré tout à cette analyse des « structures » qui lui tenait à cœur ; des notions comme celle de système agraire ou de structure sociale féodale lui permirent, dans une certaine mesure, de réduire les inconvénients dirimants liés à l'usage de cette opposition foncièrement anachronique.

Si, dans l'après-guerre, l'effondrement du prestige de l'État autoritaire et le triomphe des idées de Keynes aboutirent à une légitimation (d'ailleurs subreptice) du programme de Lamprecht, cela ne signifiait en aucune manière qu'on aurait identifié, ni à plus forte raison, écarté, les effets de la diabolique fracture conceptuelle du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ce handicap de base toujours présent fut cependant, en pratique, camouflé par un essor sans précédent de l'activité des médiévistes dans la plupart des pays d'Europe. Les travaux préalables nécessaires, minutieux et fastidieux, d'inventaire, catalogage et édition, réalisés durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle, donnèrent la possibilité d'effectuer d'innombrables travaux descriptifs, établis selon la méthode de la compilation au travers d'une grille passe-partout et d'un plan à tiroirs anodin. Grâce à quoi certaines évolutions sont à présent mieux connues, en particulier s'agissant d'aspects quantitatifs. Mais les grilles d'analyse sont demeurées floues sinon flottantes, souvent incompatibles d'une étude à l'autre. Le caractère le plus souvent régional ou local des enquêtes a permis d'éviter toute réflexion de portée générale. En particulier, on s'est très rarement interrogé sur la signification des différences d'usage lexical : ces variations interrégionales reflètent-elles des écarts dans les dénominations ou dans les réalités ? pour les unes comme pour les autres, où est la variante et où est l'écart structural ?

---

<sup>63</sup>Le caractère écrasant et totalitaire du paradigme individualiste-psychologique transparait avec une grande netteté, par exemple, dans un ouvrage fort intelligent, et qu'il conviendrait de relire : Paul LACOMBE, *De l'histoire considérée comme science*, Paris, 1894.

<sup>64</sup>Alexander DEISENROTH, *Deutsches Mittelalter und deutsche Geschichtswissenschaft im 19. Jahrhundert*, Rheinfelden, 1983.

Cependant l'alter ego inévitable de *l'économique*, le *politique*, refit surface dans les années 70, et produisit un pullulement d'ouvrages faux et insipides. A cet égard, on doit faire un sort particulier à Georges Balandier et à son extravagante *Anthropologie politique*<sup>65</sup>. L'auteur s'abrite derrière la louable intention de « réhabilitation de l'histoire », il invoque la dialectique, les dynamismes, la contestation, et s'en prend à une anthropologie qui aurait cherché à « dépolitiser » les sociétés qu'elle étudiait<sup>66</sup>. Malheureusement, la critique, tout à fait pertinente, de certaines formes d'anthropologie ne justifie en aucune manière l'absurde confusion qu'engendre, quoiqu'en dise l'auteur, l'utilisation parfaitement européocentrique d'une notion dont G. Balandier ne connaît manifestement pas l'histoire. Il est simplement ridicule de prétendre fournir une nouvelle définition de ce terme (« les actions qui visent le maintien ou la modification de l'ordre établi »), qui, d'un côté, ne correspond pas à l'usage effectif qui en est fait dans l'Occident contemporain et, de l'autre, ne renvoie à aucune forme ou structure définissables ou identifiables ordinairement dans les sociétés qu'étudie l'anthropologue<sup>67</sup>. En dépit de ses dénégations, G. Balandier aboutit simplement à légitimer l'universalisation d'une notion spécifiquement liée à l'Europe contemporaine, en piétinant ainsi allègrement une des règles les plus fondamentales de toute la pratique anthropologique. Le prestige (incontrôlé et souvent irréfléchi) de l'anthropologie auprès de beaucoup d'historiens durant les vingt dernières années a eu pour conséquence de donner l'estampille de l'autorité à une marchandise frelatée et vénéreuse, qui donne un air de nouveauté aux vieilles rengaines qui ont nom « institutions » ou « idées politiques »<sup>68</sup>.

Il s'agit là d'un cas exemplaire des conséquences catastrophiques de la confusion entre l'adhésion à certaines valeurs de la société occidentale contemporaine, qu'il n'est nullement interdit de déclarer universelles, et l'utilisation de notions analytiques qui leur sont liées en ce sens que ces notions n'ont pas d'autre signification que de désigner des formes d'organisation sociale sous-tendues par les valeurs en question ; mais en pratique, ces notions sont historiquement déterminées, liées à une société bien précise, et si l'on tente de les employer à toute force pour décrire d'autres sociétés, on ne peut éviter les découpages fallacieux et arbitraires, qui ruinent a priori tout espoir de reconstituer la logique interne de ces sociétés.

Il est hautement significatif qu'en un demi-siècle le nombre des synthèses originales relatives à l'Europe médiévale conçue comme un tout soit de *deux* : *la Civilisation de l'Occident médiéval* de Jacques Le Goff (1964) et *Lebensformen im Mittelalter* d'Arno Borst (1973). Ces deux ouvrages témoignent de connaissances exceptionnelles, et d'une capacité à appréhender un éventail de structures sociales d'une ampleur jusque là inconnue. Jacques Le Goff, en insistant sur les tensions internes et les phénomènes de luttes de classes, apparut aux yeux d'une grande partie de la corporation comme l'homme qui tentait de faire trembler les colonnes du temple. Mais l'exploit ne peut cacher que, dans les deux cas, il s'agissait d'une mosaïque, certes éblouissante, mais d'une

<sup>65</sup> Georges BALANDIER, *Anthropologie politique*, Paris, 1967. Je cite d'après la deuxième édition, 1969.

<sup>66</sup> *Ibidem*, pp. V-XI. Était directement visé Louis Dumont.

<sup>67</sup> Il n'est guère besoin d'une fine observation pour s'assurer que « le Politique », en Occident, ne subsume pas vraiment « la modification de l'ordre établi », mais seulement une certaine forme institutionnalisée de gestion des tensions. Inversement, pour tenter de constituer son domaine, G. Balandier est obligé de grapiller de-ci de-là un trait, une qualification, une anecdote, sans lien entre eux, et il se trouve ainsi hors d'état de mettre au jour quelque structure que ce soit, ni a fortiori aucune dynamique historique, alors même qu'il utilise cette notion comme justification de son entreprise.

<sup>68</sup> Puisqu'il ne sert à rien de parler dans le vague, je citerai ici un ouvrage qui représente, parmi les produits récents de la médiévisique, un des sommets de l'arbitraire et de l'absurdité : James Henderson BURNS (éd.), *The Cambridge History of Medieval Political Thought, c. 350-c. 1450*, Cambridge, 1988 (trad. fr. Paris, 1993). Une grande partie des développements concerne de pures fictions (le droit, la loi, l'État, l'individu, la propriété) mais, inversement, est entièrement laissée de côté l'énorme masse des textes qui discutent de l'ordre de la société, de la manière dont le Moyen Âge en discutait, c'est-à-dire au travers des attributs des personnes divines et des saints. Aussi longtemps qu'on *croit* à la possibilité d'utiliser les notions de *politique* et de *religion* pour étudier la société médiévale, on ne peut guère s'apercevoir que ce que nous appelons la théologie n'était rien d'autre qu'un vaste discours de la société médiévale sur elle-même, et de très loin le plus important.

mosaïque tout de même : ni Le Goff ni Borst n'abordent la question de la cohérence globale ou de la spécificité de la société européenne médiévale, ni a fortiori celle de sa dynamique interne<sup>69</sup>.

### Tentatives marxistes

La médiévistique connut après 1945 une autre transformation, qui aurait pu avoir une portée décisive : l'apparition de travaux effectués sous la bannière du marxisme. Rétrospectivement, on s'aperçoit à quel point les conditions de travail étaient détestables, et constituèrent en définitive des handicaps insurmontables. En URSS et dans les démocraties populaires, le règne de bureaucraties ineptes, attachant une valeur religieuse aux oukases de Staline, entraîna une asphyxie de toute activité proprement intellectuelle, c'est-à-dire critique et inventive. Des slogans, comme « les masses font l'histoire », ou la notion absurde de « loi économique fondamentale », élevés au rang de dogmes, ne servirent guère plus que de badigeon appliqué à des manuels d'histoire recopiant servilement les ouvrages bourgeois les plus traditionalistes de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sans oublier d'ailleurs la connotation nationaliste.

L'essentiel tient en ceci : les notions d'« économie politique du féodalisme » (Porchnev) ou de « théorie économique du système féodal » (Kula) sont fausses et dangereuses ; car la notion d'« économie » (et à plus forte raison d'économie politique) est strictement indissociable de la notion de marché comme institution dominante et unifiée, notion dont on peut dire d'entrée de jeu, et sans qu'aucune discussion complexe soit même opportune, qu'elle est incompatible avec une analyse réaliste (et a fortiori marxiste) du système féodal<sup>70</sup>. L'utilisation naïve et acritique de la notion d'économie constitua la pierre angulaire de l'historiographie du féodalisme des « pays de l'Est », déterminant ainsi l'absence du moindre progrès de la réflexion sur cet objet dans cette aire géographique.

Dans les « pays occidentaux », le marxisme n'a été utilisé avec quelque précision par des médiévistes que de manière tardive et isolée<sup>71</sup>. A cela, une seule exception, qu'il importe donc d'examiner avec quelque attention : la tradition anglo-saxonne, qui court de Dobb et Hilton<sup>72</sup> à Brenner<sup>73</sup> et Wickham<sup>74</sup>. Cette tradition a ceci d'unique et d'intéressant qu'elle s'est exprimée, sinon même matérialisée, par une suite de débats, essentiellement sous forme d'articles. Si l'on cherche à en prendre une vue synthétique, on peut dire globalement que ces débats ont apporté une série de contributions très importantes, mais se sont cantonnés dans des limites (non perçues) qui en restreignent singulièrement la portée. En deux mots : des questions essentielles ont été posées, et

---

<sup>69</sup>A. GUERREAU, « Les *Annales* et le problème de la dynamique du système féodal », *Rivista di storia della storiografia moderna*, 14-1993, pp. 195-205.

<sup>70</sup>Il faut bien s'entendre : Porchnev et Kula furent d'excellents historiens, et l'on ne peut que s'incliner devant le courage et la lucidité intellectuelle de ce dernier (voir notamment Witold KULA, *Reflexiones sobre la historia*, Mexico, 1984, original polonais, 1958). Mais la notion de « théorie économique du système féodal » implique inévitablement que l'on admette qu'il existait un marché et que ce marché fonctionnait, sans contrainte majeure, selon sa propre logique, ce qui me semble complètement incompatible avec tout ce que l'on sait de la Pologne des XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles. Bien sûr, Kula n'était pas Rostow, et on le voit à diverses reprises s'interroger sur la validité des méthodes et des concepts qu'il utilise. Mais finalement, en dépit de quelques réserves sur la notion de « rationalité économique », il juge possible d'isoler des rapports sociaux qui seraient spécifiquement « économiques », et qui, surtout, formeraient, en tant que tels et à eux seuls, « système ». Si l'on veut rendre compte du fonctionnement et de l'évolution de cette société, il faut partir exactement de l'hypothèse inverse (ce qui, doit-on le préciser, ne signifie nullement que les phénomènes de production et d'échange puissent être considérés comme secondaires). Au demeurant, en admettant de facto la notion de « marché mondial » dès le XVI<sup>e</sup> siècle, il ne peut pas apercevoir le caractère crucial des transformations globales du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui entraînent nécessairement une modification profonde de la signification de ce qui se passe alors en Pologne, *même si, en apparence, n'intervient aucune transformation concrète importante*.

<sup>71</sup>Il s'agit de travaux souvent de grande qualité, mais le présent article n'a pas pour objet de dresser un palmarès. Sauf peut-être en Espagne, ces travaux sont demeurés tout à fait isolés.

<sup>72</sup>Maurice DOBB & Paul M. SWEEZY, *The Transition from Feudalism to Capitalism*, London, 1976 (1<sup>ère</sup> éd., 1954), tr. fr., Paris, 1977.

<sup>73</sup>Trevor Henry ASTON & Charles H.E. PHILPIN (éds), *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Development in Pre-Industrial Europe*, Cambridge, 1985.

<sup>74</sup>Chris WICKHAM, *Land and Power. Studies in Italian and European Social History, 400-1200*, London, 1994.

des critiques définitives énoncées ; mais l'aspect de (re)construction est demeuré très faible, et nous devons essayer de comprendre pourquoi.

Il est remarquable que le débat ait été lancé par Paul Sweezy, qui était économiste, c'est-à-dire ni historien ni à plus forte raison médiéviste. *Et sa question mérite plus qu'aucune autre d'être reposée* : « quel a été le facteur générateur du changement dans le développement du féodalisme en Europe occidentale ? ». Rodney Hilton considérait, en 1976, que « les participants au premier débat ont tous rejeté l'idée que le mode de production féodal ait pu être statique et capable de se maintenir, qu'il ne produisait pas les conditions préalables à sa propre transformation... ». C'est ici que se situe exactement le cœur du problème ; Sweezy pose la seule question qui vaille vraiment d'être posée : en quoi consiste le ressort de la dynamique féodale ? Malencontreusement, il va chercher sa réponse chez Pirenne, qui ne propose qu'un remake tiède d'idéologie voltairienne. Le chœur de protestation des médiévistes est sympathique, mais il ne propose à son tour qu'une alternative inconsistante, qui remonte elle aussi à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, la vieille litanie de l'antagonisme seigneurs vs paysans, dont, à ma connaissance, personne n'a jamais réussi à montrer en quoi elle pourrait bien constituer le ressort d'une quelconque dynamique : pression seigneuriale et résistance paysanne (bien réelles, certes) sont, au contraire, l'image parfaite d'un système bloqué. Et il faut donc revenir aux observations tout à fait pertinentes de Paul Sweezy : critique d'une notion de servage, pauvre et vague, qui oblige nécessairement à conclure au « caractère profondément conservateur et réfractaire au changement » de ce système social. Sauf à faire intervenir supplémentaires des notions métaphysiques, comme « la concurrence entre seigneurs », et/ou « l'augmentation de la population », voire même « les besoins croissants de la classe dominante ».

En 1952, Rodney Hilton terminait son intervention conclusive de la première phase de la discussion par une déclaration que je suis prêt à faire mienne : « la société et son mouvement doivent être étudiés dans leur totalité ». Cette intention demeura malheureusement *votum pium*, et l'on ne peut que refermer cette « controverse Dobb-Sweezy » sur l'impression d'un match nul, chacun ayant efficacement détruit les arguments de la partie adverse sans qu'aucune solution originale apparût, qui aurait permis d'échapper à l'aporie.

Toujours dans *Past and Present*, Robert Brenner ralluma les hostilités en 1976. Il commence par une critique très vive de ce qu'il appelle le modèle démographique et le modèle de la commercialisation. Les attaques visent principalement Postan et Le Roy Ladurie ; Brenner montre clairement que la croissance de la population ou de la masse monétaire sont données comme *primum movens*, et qu'il ne peut être dès lors question de parler d'explication. De son côté, il propose de placer au centre de l'analyse la notion d'« agrarian class structure », ce qui lui permet de découvrir un autre *primum movens*, « the differing balances of class power » ; et il annonce que, de l'étude de ces variations, on peut déduire que « the key was to be found in the capitalist structure of agriculture ». Le vieux schéma théophanique est remis en selle ! Pourquoi donc les caractères particuliers de l'« agrarian class structure » anglaise (dont on ne voit guère d'où ils proviennent) auraient-ils eu un effet spécifiquement productiviste, et pourquoi d'ailleurs les bénéficiaires d'un tel développement auraient pu rechercher une modification du système qui condamnait leur mode de domination ? Dans sa réponse, Postan évoque les notions d'investissement, de revenu, de technologie... Le Roy Ladurie évoque le capitalisme agraire français. J. P. Cooper s'en prend avec bien plus de pertinence à la notion même de capitalisme agraire : il est facile de trouver de nombreux exemples contraires à la thèse de Brenner, liant capitalisme agraire et productivité accrue. En examinant l'argumentation de ce dernier, on s'aperçoit qu'il ne parvient à aucun moment à sortir de la vieille alternative *développement du marché vs usage de la force*<sup>75</sup>, et ses critiques ne se privent pas, soit à son encontre, soit entre eux, de lancer les accusations symétriques d'*économisme* et de *politisme*. Au demeurant, on note aussi avec quelque étonnement qu'un auteur qui affirme pouvoir tout ramener aux affrontements de classe traite du passage du féodalisme au capitalisme sans même mentionner la révolution anglaise ni la révolution française. Tout ce débat

<sup>75</sup>Cette terrifiante dialectique resurgit encore plus clairement dans sa thèse, *Merchants and Revolution. Commercial Change, Political Conflict and London's Overseas Traders, 1550-1653*, Cambridge, 1993.

apporte au total bien peu de nouveauté, sinon une critique un peu mieux établie de l'argument démographique et du néo-malthusianisme.

En vérité, je n'arrive pas à comprendre pourquoi ce qu'on peut appeler schématiquement l'école des médiévistes marxistes anglais est restée prisonnière d'un cadre conceptuel si étroit, si anachronique et en définitive si inefficace par insuffisance. L'exemple, anglais justement, de Moses Finley, montre qu'il était (qu'il est toujours) possible de lire les anthropologues, Polanyi par exemple et, pourquoi pas, Maurice Godelier.

Je suis au total perplexe de constater que tant d'auteurs qui se réfèrent à Karl Marx avec autant de constance paraissent l'avoir compris de manière si schématique, pour ne pas dire superficielle. Car enfin, le seul passage élaboré que Marx ait consacré, dans une perspective qui n'est nullement celle qui nous occupe, à certains aspects de l'évolution de l'Europe féodale, demeure le chapitre du Livre I du *Capital* consacré à la « soi-disant accumulation primitive »<sup>76</sup>. Même une lecture rapide suffit à montrer que Marx cherche à mettre en lumière une transformation sociale profonde, une modification de la trame des rapports sociaux, et qu'il ne se soucie guère d'accumulation concrète et encore moins d'inflexion de l'« efficacité » des pratiques agricoles. Si accumulation il y eut, elle fut en bonne part le fait du commerce triangulaire : « Régime colonial, dettes publiques, exactions fiscales, protection industrielle, guerres commerciales, tous ces rejets de la période manufacturière... »<sup>77</sup>. En fait d'« agrarian class structure »<sup>78</sup>, il parle surtout de l'élimination pure et simple des paysans, et, s'agissant de commerce, il ne consacre guère de place à quoi que ce soit qui ressemblerait au marché, « libre jeu de l'offre et de la demande ». Sans doute, Marx n'a-t-il pas tout vu ni tout compris, mais quiconque a lu sa prose avec un minimum d'attention ne peut manquer d'être irrité par le schématisme étriqué de beaucoup d'auteurs qui se réclament de lui, lui dont l'œuvre majeure commence par l'analyse du « fétichisme de la marchandise », qui fonde toute l'analyse.

On peut, c'est clair, discuter les conceptions de Polanyi, et en particulier leur caractère de typologie anhistorique<sup>79</sup>. Mais du moins a-t-il eu le mérite d'attirer l'attention sur le fait que les sociétés préindustrielles ne connaissaient pas le *Marché*, au sens où nous l'entendons, d'institution unifiée et dominante<sup>80</sup>. D'une certaine manière, il ne donnait là qu'une version appauvrie de l'analyse par Marx du fétichisme de la marchandise, que les médiévistes feraient bien de lire et de méditer.

C'est à ce point que les travaux et les propositions de Maurice Godelier me semblent devoir être évoqués, car ils ont constitué un progrès théorique de très vaste portée<sup>81</sup>. On lui doit d'avoir montré que la véritable découverte de l'économie, dont on est redevable aux « classiques » de l'économie politique, alla de pair avec l'instauration de la domination définitive du marché, ce qui entraîna l'équivalence fondamentale entre « mécanismes économiques » et « mécanismes du marché ». Pour un anthropologue comme M. Godelier, la question est alors de savoir avec quels instruments analyser des sociétés qui connaissaient des formes variées d'échanges et de transferts, mais pas de marché. Marx a montré que, dans la société capitaliste, l'institution du marché joue un rôle central, voire déterminant, mais qu'on ne peut en aucune manière se contenter d'étudier le marché pour saisir la logique sociale générale qui constitue le mouvement de l'histoire : la notion de mode de production, qui résulte de cette constatation, est l'outil dont l'historien a besoin. Mais, et c'est là une condition cruciale, et ignorée dans la plupart des cas, cet outil ne peut jouer son rôle

<sup>76</sup>Karl MARX, *Das Kapital. Kritik der politischen Ökonomie*, Hamburg, 1867. Ed. Dietz, Berlin, 1966. Livre I, chapitre 24, «Die sogenannte ursprüngliche Akkumulation », pp. 741-802. (Tr.fr., révisée par l'auteur, Paris, 1872-1875. Le titre laisse échapper « sogenannte »).

<sup>77</sup>Ed. all., p. 785 ; éd. fr., t.3, p. 199.

<sup>78</sup>« C'est la grande industrie seule qui, au moyen des machines, fonde l'exploitation agricole capitaliste », *ibidem*, p. 190.

<sup>79</sup>Un utile dossier a été publié dans les *Annales E.S.C.*, 29-1974, pp. 1309-1380 (Lucette Valensi, Nathan Wachtel, Georges Duby, Maurice Godelier et al.).

<sup>80</sup>Karl POLANYI, Conrad ARENSBERG & Harry W. PEARSON (éds), *Trade and Market in Early Empires*, New-York, 1957. Voir Marguerite MENDELL & Daniel SALEE (éds), *The Legacy of Karl Polanyi*, London, 1991. Kari POLANYI-LEVITT (éd.), *The Life and Work of Karl Polanyi*, New-York, 1990.

<sup>81</sup>Maurice GODELIER, *Rationalité et irrationalité en économie*, Paris, 1969 ; *Horizons, trajets marxistes en anthropologie*, Paris, 1973 ; *Un domaine contesté : l'anthropologie économique*, Paris - La Haye, 1974.

qu'à la stricte condition que l'observateur sache distinguer les fonctions et les institutions, et s'apercevoir de la plurifonctionnalité de la plupart des rapports sociaux. En particulier, et ceci est fondamental, dans les sociétés précapitalistes, *le rapport de production n'apparaît jamais en tant que tel*, mais se trouve intégré à d'autres formes d'organisation sociale, la société dans son ensemble étant dominée par d'autres institutions que le marché.

Ce sont ces outils, élaborés au travers d'une relecture antidogmatique de Marx, qui constituent le moyen privilégié pour tenter de surmonter l'obstacle himalayen que continuent d'opposer à toute tentative d'appréhension rationnelle du système féodal les conséquences toujours extrêmement vivaces de la double fracture conceptuelle du XVIII<sup>e</sup> siècle.

#### IV LE FÉODALISME COMME PROGRAMME ACTUEL DE LA MÉDIÉVISTIQUE

Conclusions : la double fracture et la permanence de ses effets

Les principales conclusions de cette enquête sont relativement simples. Les éléments constitutifs de notre notion de Moyen Age furent en gestation, grosso modo, entre 1760 et 1800, et la naissance proprement dite se produisit vers 1800-1840. La gestation fut étroitement liée à une double fracture conceptuelle, qui fit éclater irrémédiablement deux représentations fondamentales, indispensables au fonctionnement du système social de l'Europe préindustrielle : la notion de *dominium* et celle d'*ecclesia*. Cette double fracture résulta de la nécessité de restructurer sur une base complètement différente la classe dominante, qui cherchait à faire disparaître les dernières traces du rapport seigneurial. Cette fracture rendit cette société finissante proprement inconcevable, et les penseurs des Lumières la déclarèrent en effet absurde, stagnante et anarchique. La naissance fut corrélative de l'établissement de la société européenne contemporaine et de la mise en place de la domination définitive de la logique du marché et des grandes articulations sociales qui lui sont intrinsèquement liées : l'État, la propriété et la politique ; le travail et l'économie ; la religion. Le Moyen Age fut donc essentiellement conçu et construit dans ce nouveau cadre, en absolue discordance par rapport à la société médiévale, et l'image qui en résulta fut une ample fiction.

L'évolution de l'historiographie du Moyen Age aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles se laisse en majeure partie résumer en une série d'affrontements et de retournements de tendances entre les tenants d'une logique pensée en termes *politiques* et ceux d'une logique pensée en termes *économiques* (qui n'apparurent qu'à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle) tandis que d'autres, à l'écart, construisaient une « histoire de l'Église » complètement séparée, organisée dans la perspective d'un vaste continuisme, autonome par rapport à tout bouleversement social.

Plus insidieusement, s'imposèrent peu à peu de nombreuses distinctions d'objets, figées et fossilisées par les multiples définitions de « disciplines » et « sous-disciplines », jalouses de leur putative autonomie, de leurs soi-disant compétences techniques et gardiennes agressives de « champs », dont les limites sont défendues avec d'autant plus d'aigreur sinon même de violence, que ces frontières sont plus arbitraires et injustifiables. Cette segmentation extravagante (et cependant acceptée à la quasi unanimité) des recherches sur l'Europe médiévale n'est nulle part mieux visible que dans les lieux où se pratique ce qu'on baptise pompeusement "interdisciplinarité", c'est-à-dire en fait pure juxtaposition de microcompétences<sup>82</sup>. Que faire d'une assemblée de myopes ? La logique d'ensemble d'une société ne peut être que sociale, ce qui implique le refus a priori des dogmes disciplinaires, qui s'énoncent sous la forme commune, qu'on inculque aux étudiants comme vérité d'évangile : « à phénomènes économiques, causes économiques », « à phénomènes religieux, causes religieuses », etc. etc. La logique des découpages disciplinaires interdit toute perception d'une logique sociale générale, et finalement toute réflexion. Qu'il y ait eu des « champs » dans la société médiévale, c'est sûr, dès lors qu'on veut bien admettre que cette

<sup>82</sup>Au modèle des ombres chinoises succède celui du kaléidoscope.

notion de champ est un corrélat obligé de la notion de structure. Mais ces champs étaient au plus autonomes, et l'on ferait bien, d'une façon générale, de préférer l'expression de *dépendance spécifique* à celle d'*autonomie relative*. Surtout, il n'est guère douteux que la nature de ces champs (médiévaux) est en complet porte à faux par rapport aux découpages disciplinaires corporatifs de l'université contemporaine. La fétichisation de la notion de « spécialiste » interdit de facto toute réflexion sur la logique globale, car qui admettrait qu'il y ait un spécialiste de la logique globale ?

L'éclatement et l'incohérence issus de la rupture du XVIII<sup>e</sup> siècle demeurent tout à fait actuels, non pas en vertu d'on ne sait quel effet d'inertie, mais tout simplement parce que les médiévistes pensent le Moyen Age dans les cadres notionnels qui articulent la société contemporaine, cadres qui n'ont que peu varié depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle. Tout se passe comme si les médiévistes consacraient toute leur énergie à commenter un spectacle d'ombres chinoises, en croyant avoir à faire à la société elle-même. Aussi longtemps qu'on en reste à la description des figures, les règles professionnelles de minutie et d'attention permettent d'aboutir à des résultats généralement convergents. Mais dès qu'on passe aux mises en relation des figures entre elles, tout est permis, et les fantasmes envahissent toute la scène.

#### Quatre présupposés pour une histoire rationnelle du Moyen Age

Il serait peu réaliste de tenter de s'engager dans une procédure de refonte générale des outils conceptuels de l'histoire médiévale sans évoquer d'abord, au moins brièvement, quelques-uns des présupposés principaux qui fondent le travail de l'historiographie rationaliste.

A. Le premier est celui du primat de la notion de société, entendue comme système. De là découlent une conséquence logique et une difficulté pratique. La conséquence logique est celle de l'unicité de la logique dominante : un système n'existe comme tel que s'il inclut des procédures qui, en cas de difficulté ou de contradiction, permettent de déterminer la règle qui définit la solution ; c'est en cela qu'il convient de parler d'unicité de la logique dominante : dans tous les cas-limites et en présence d'obstacles sérieux au fonctionnement ordinaire, c'est-à-dire dès qu'on sort des limites des sous-systèmes et des occurrences routinières, il ne peut pas y avoir durablement deux logiques différentes à l'œuvre simultanément au même endroit, sinon le système disparaît en tant que tel. Cela ne signifie pas qu'on ne puisse pas rencontrer, dans un système social, plusieurs logiques divergentes, c'est même le cas général ; en cas de compétition, l'une doit l'emporter sur l'autre, c'est elle la logique dominante. La difficulté pratique réside naturellement dans la définition empirique de la société, c'est-à-dire le repérage des limites spatiales et chronologiques d'un système social. En fait, les deux sont liés, et l'on ne peut guère observer que des limites mouvantes sur ces deux axes. Autour d'une sorte de « noyau » plus ou moins stable, l'aire est presque nécessairement variable selon les périodes, des mouvements de rétraction et d'expansion paraissant constitutifs de l'histoire même de tout système social. Les extrémités chronologiques sont le plus souvent des zones très délicates.

B. Le second présupposé touche la conception des rythmes historiques. L'histoire telle que nous la concevons, qui est née dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, est fondée sur la notion d'évolution sociale, qui en forme le socle massif. C'est une propriété générale de tout système social d'être tendanciellement instable : toute société, dans un seul et même mouvement, fonctionne et se transforme. La transformation résulte du fonctionnement même. Chacun admet que le rythme des évolutions n'est pas uniforme ; la simple opposition stagnation/transformation fait partie des notions élémentaires. La question est de savoir jusqu'où peut aller l'accélération du rythme, et ce que l'on doit mettre sous les termes de bouleversement et de rupture. C'est un des grands mérites des recherches sur la notion de « longue durée » d'avoir établi les conditions de possibilité d'une analyse des changements, qui, d'un côté, autorisent les comparaisons entre des états successifs assez éloignés les uns des autres et, d'autre part, permettent une hiérarchisation concrète des modalités de transformation. Dès lors, la dispute métaphysique sur le thème rupture/continuité n'a plus lieu d'être, et doit être remplacée par une évaluation empirique de l'importance *relative* de tel ou tel mouvement, depuis la simple ondelette jusqu'au changement de système. Il est totalement contraire à l'expérience de croire



que toutes les observations renverraient à des mouvements d'ampleur identique, et que les grands changements ne seraient que la somme de mouvements élémentaires : les sociétés, comme toutes les autres formes de réalité, connaissent aussi des changements radicaux et subits. Naturellement, une recherche de ce type doit être combinée avec la réflexion précédente, qui concluait à l'unicité de la logique dominante, la question étant alors de savoir dans quelles conditions de rythme et selon quelles modalités une logique dominante se substitue à la précédente.

C. Le troisième présupposé est celui de la conception de la nature et du rôle du système de représentation dans un tout social. Ce présupposé renvoie inévitablement à la conception de la nature des rapports sociaux en général, et à cette idée d'apparence simple, mais de portée considérable (et le plus souvent non prise en compte), que tout rapport social est à la fois matériel et idéal<sup>83</sup>. En d'autres termes, que tout élément social comporte, indissolublement liées, des « réalités concrètes » et des « représentations ». C'est la fusion de ces deux aspects qui constitue la spécificité du social par rapport à toute autre forme de réalité.

Soit un cas relativement simple, celui de la monnaie. Certains se contentent de placer sous ce terme un ensemble de rondelles métalliques estampillées. Ce sont les numismates, sous-ensemble de la catégorie des antiquaires. Les quelques numismates qui affirment tenir un discours historique sombrent généralement dans le marécage saumâtre du monétarisme, d'où rien d'utile ne peut sortir. Inversement, les historiens qui prétendent parler d'histoire monétaire en considérant la monnaie comme un rapport social abstrait, ignorant les monnaies comme produits et comme marchandises, parlent dans le vide et servent un brouet inconsistant composé d'une sauce claire sur les « pouvoirs des princes », où surnagent quelques équations marginalistes. La difficulté consiste à unifier une analyse des structures matérielles de production des métaux et d'organisation des frappes avec une mise à plat des diverses notions liées, en particulier celles de valeur et de prix, celles de marchandise, de trésor, d'échange, etc. On touche ici du doigt la notion capitale de structure sémantique, tant il est vrai que, dans ce cas, la notion de monnaie ne peut en aucune manière se concevoir et s'élucider seule, mais uniquement dans le cadre d'un ensemble de relations, par rapport auxquelles seulement elle peut jouer un rôle, c'est-à-dire avoir un sens. La complexité de ce type de recherche apparaît pour ce qu'elle est : il faut à la fois tenir compte du fait que cette structure sémantique ne peut fonctionner en dehors du système global de représentations, qui a sa logique propre au sein du système social global, mais qu'elle n'existe qu'au sein d'une structure sociale particulière, dont elle est partie intégrante et dont elle conditionne jusqu'à un certain point le fonctionnement, tout en restant entièrement soumise à la logique sociale dominante qui régit le système.

D. Un corollaire, décisif dans la pratique de l'historien, de ce troisième présupposé, est constitué par la nécessaire distinction de trois types de représentations. Schématiquement (il faut commencer par là), on doit séparer d'abord le système de représentation de l'époque considérée, d'une part, et le nôtre, d'autre part. C'est là une condition de la pensée historique, telle qu'elle existe depuis Wolff et ses *Prolegomena ad Homerum*. Mais alors se pose la question : nos conceptions des divers aspects du tout social ont-elles une valeur universelle et intemporelle ? Une réponse négative n'est guère discutable<sup>84</sup>. Comment donc créer les éléments d'un troisième système de représentation, qui permette de dépasser cette dichotomie ? Il faut faire l'hypothèse de la possibilité d'une constitution progressive et explicite de nouveaux outils, liés au fonctionnement spécifique d'un sous-ensemble de notre société, sous-ensemble qu'on dénommera provisoirement « la cité des savants ». La question qui surgit immédiatement est celle des conditions de possibilité (ou des limites) de l'autonomie de ce sous-ensemble. Posée

---

<sup>83</sup>Maurice GODELIER, *L'idéal et le matériel. Pensée, économies, sociétés*, Paris, 1984.

<sup>84</sup>Les historiens, devant leurs étudiants, n'ont pas de mots assez durs pour l'*anachronisme*, comme les anthropologues pour l'*ethnocentrisme*. Mais les ornières sont profondes, et, à peine cette déclaration terminée, les cours s'emplissent de termes utilisés sans la moindre réflexion critique, qui tombent entièrement sous le coup de ces dénonciations.

depuis un siècle au moins, cette interrogation a reçu des réponses diverses<sup>85</sup>. C'est sans doute ici qu'intervient, si l'on admet qu'elle puisse exister, la part de responsabilité et de liberté des chercheurs. C'est aux chercheurs de faire en sorte que cette part d'autonomie existe et se développe, c'est-à-dire que des concepts spécifiquement scientifiques puissent effectivement être mis en œuvre.

Ce qui s'est passé aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles

Reprenons : s'agissant des médiévistes, et par rapport à la question initiale « Qu'est-ce que le Moyen Age ? », que s'est-il passé aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles ?

Il n'y a guère de doute qu'il se produisit un retournement de l'ordre social et, corollairement, remplacement d'un système de représentation par un autre. Deux mouvements distincts, mais intimement liés, ne serait-ce que parce que le système de représentation n'est rien d'autre qu'un sous-ensemble du système social global. Le schéma se présente à peu près ainsi :

1. Dans la plus grande partie de l'Europe, la dynamique « efficace » du système féodal produisit ses derniers effets dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Les bases principales du système de représentation qui en faisait partie intégrante subsistèrent sans modification sérieuse jusqu'au milieu du XVII<sup>e</sup>.

2. A partir de là se produisirent des cassures de plus en plus fortes, aux effets croissants. La Glorieuse Révolution de 1689 marqua en Angleterre le triomphe définitif d'un nouvel ordre social, explicité autant par la Déclaration des Droits que par la création de la Banque d'Angleterre et les écrits de Locke. L'aube du XVIII<sup>e</sup> vit à la fois l'invention de la fonte au coke (1709), la stabilisation générale des monnaies européennes et l'installation de la prépondérance anglaise<sup>86</sup>. Tout semble s'être passé comme si, vers 1720, une nouvelle logique sociale globale s'était mise inexorablement en place à l'échelle européenne<sup>87</sup>.

3. Il ne fallut guère plus de trois quarts de siècle pour que cette nouvelle logique fasse sentir tous ses effets : les Lumières, l'essor de la première révolution industrielle, les Révolutions américaine et française, l'effondrement général de l'Ancien Régime européen sous les coups de boutoir des armées de la Révolution et de l'Empire.

4. Les soi-disant « restaurations » consacrèrent cette nouvelle logique : les dominants étaient devenus propriétaires dans la majeure partie de l'Europe occidentale, et l'industrie se développa sous la protection de l'État secondé par la Religion.

C'est dans ce schéma général que s'inscrivirent la gestation puis la création du Moyen Age, comme simple image inversée puis comme fiction « érudite ». La double fracture conceptuelle du XVIII<sup>e</sup> siècle ne fut qu'une conséquence du grand mouvement de réorganisation de la logique sociale globale : le fossé existe, rien ne sert de proclamer une prétendue continuité, sauf si l'on souhaite maintenir la validité sociale des fables qu'on nous sert sous l'étiquette officielle de « Moyen Age ».

Depuis un siècle, des efforts notables ont été déployés pour tenter de retrouver les structures sociales de l'Europe médiévale. L'aspect le plus utile a été la critique de l'emploi unilatéral et anachronique de la notion de politique et des ses divers corrélats, État, droit, propriété. Mais on n'échappe pas à l'impression que l'acceptation universelle de la tierce notion de « religion » a interdit de facto une critique efficace de l'opposition absurde politique vs économie, opposition fantasmagique dont on ne parviendra certainement pas à se débarrasser aussi longtemps qu'on n'aura pas reconnu le caractère dominant de l'*institution* ecclésiastique dans la société féodale.

<sup>85</sup>Dossier et analyses dans Pierre BOURDIEU, Jean-Claude CHAMBOREDON, Jean-Claude PASSERON, *Le métier de sociologue*, Paris - La Haye, 1973<sup>2</sup>.

<sup>86</sup>Pierre JEANNIN, *L'Europe du Nord-Ouest aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles*, Paris, 1969.

<sup>87</sup>Il faudrait revenir ici longuement sur les raisons pour lesquelles la problématique dite de « la transition » était complètement biaisée à de nombreux égards, et au total bien plus néfaste qu'utile. Le moins qu'on puisse dire est qu'il faut d'abord partir du principe que les transformations du XVII<sup>e</sup> (et encore en grande partie du XVIII<sup>e</sup> siècle) furent le produit des effets de la dynamique du système féodal, qu'il faudrait mettre au jour avant d'imaginer pouvoir interpréter rationnellement ladite transition.

Les étapes passées et future de la médiévistique

Le féodalisme est aujourd'hui la ligne directrice du seul programme susceptible d'engager efficacement l'histoire médiévale dans la troisième étape de son développement. Les grands traits de l'évolution de cette discipline apparaissent en effet à peu près.

1. Depuis la naissance de la médiévistique jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, on se trouve dans l'étape des *fondations documentaires*. Les catalogues de manuscrits, les classements et inventaires d'archives (et de collections de musées), les grandes séries d'éditions de textes, les premiers grands répertoires, dictionnaires et autres instruments de travail datent de cette période.

2. Le XX<sup>e</sup> siècle a vu se dérouler la seconde phase, qu'on peut définir comme une étape *descriptive et analytique*. Tandis que se poursuivaient, à un rythme moindre, les entreprises de la période précédente, les médiévistes s'orientèrent vers des travaux qu'on peut qualifier de secondaires, en ce sens qu'il s'agissait d'une première exploitation à grande échelle de la documentation accumulée. Le type de la « monographie régionale » connut un grand succès et permit d'obtenir des datations, des quantifications et le repérage d'une énorme masse d'évolutions de tous ordres. Notons que le dernier tiers du siècle vit la naissance et l'essor accéléré de l'archéologie médiévale, qui apporte une moisson inespérée d'informations nouvelles.

3. L'étape qui s'annonce sera une étape de *structuration*. Sans doute les modes d'accès à la documentation seront-ils profondément modifiés par l'invasion de l'électronique, dont les effets, aujourd'hui encore surtout potentiels, et donc difficiles à prévoir, seront probablement considérables. Mais précisément : cette démultiplication des facilités d'accès ne sera bénéfique pour la discipline que dans la mesure où les chercheurs seront capables d'imaginer les procédures et les méthodes proprement intellectuelles aptes à produire un saut qualitatif dans la manière de concevoir et d'aborder l'objet. Structuration : cela signifie repérer les ensembles organisés de relations qui configuraient effectivement la société de l'Europe médiévale, en écartant au contraire toutes les définitions anachroniques, les regroupements comme les segmentations arbitraires ; ce qui implique aussi bien un intense effort de critique des notions utilisées jusqu'ici qu'une stratégie rigoureuse de construction d'outils appropriés. Tout cela passera obligatoirement par une relecture repensée et réorganisée des textes, dans le cadre d'une sémantique structurale historique, qui reste à inventer pour l'essentiel. Un primat absolu devra être accordé aux relations par rapport à toute substance.

Il faudra tenter de passer des simples recherches d'évolutions localisées à des procédures aptes à mettre en lumière des dynamiques, et parvenir à éclairer le rapport entre ces dynamiques et les fonctionnements, tant il est vrai que le critère ultime de la rationalité d'une reconstruction historique est d'arriver à montrer concrètement en quoi fonctionnement et dynamique ne sont qu'un seul et même mouvement.

AG mars 1996